



## CONSEIL D'ADMINISTRATION

⊞

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 2010

### RÉSOLUTION N° 2010-14

#### **Budget primitif pour 2011**

#### **Rapport de présentation**

Le présent rapport détaille les éléments associés au budget 2011 de l'ONF :

- A. Synthèse du budget
- B. Compte de résultat
- C. Opérations en capital
- D. Liste des emplois de direction du « groupe II »
- E. Tableaux détaillés

Conformément aux instructions du ministère du budget et au code forestier, sont soumis au vote du Conseil d'administration :

- l'annuité 2011 de la programmation des investissements forestiers ;
- le compte de résultat prévisionnel par chapitres (personnel et fonctionnement) et le tableau de financement abrégé prévisionnel ;
- le tableau des emplois en équivalents temps plein ;
- le tableau des emplois de direction du « Groupe II » (article 1<sup>er</sup> du décret 2005-1017 du 22 août 2005 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de direction de l'ONF).
- la liste des crédits limitatifs prévus à l'article R 123-6 du code forestier (masse salariale des fonctionnaires, frais de colloques, de publicité et de réception, subventions accordées) ;
- le tableau des autorisations d'engagement pour les investissements pouvant donner lieu à crédits de paiements pluriannuels (article R 123-6 du code).

\*

\*

\*

## **A. SYNTHÈSE DU BUDGET 2011**

La crise économique a touché l'ONF à partir de l'automne 2008 et s'est fait sentir tout au long de l'année 2009. L'année 2010 a vu une amélioration progressive du marché du bois, qui a permis de retrouver des flux de ventes en volume à des niveaux d'avant crise pour des prix équivalents, voire localement supérieurs pour les résineux, mais encore en recul de 20 % pour le chêne. Le budget 2011 intègre une poursuite de cette remontée des cours et une consolidation des volumes vendus. Le développement des contrats d'approvisionnement et la forte progression du bois vendu façonné permettent d'augmenter la valeur ajoutée produite par l'Office.

C'est pourquoi le budget prévoit 240 M€ de recettes bois, soit 8 % de plus que l'exécution prévisible de 2010. En outre, le développement des ventes groupées, associant bois des forêts domaniales et communales, permet de massifier l'offre de bois, tout en apportant un service plus complet aux collectivités locales ; 25 M€ sont budgétés à ce titre, contre 15 M€ en 2010, correspondant à la valeur sur pied des bois communaux.

L'activité conventionnelle a, elle aussi, été affectée par la crise, avec un effet plus durable ; ce sont principalement les commandes publiques qui ont baissé, conséquence de la faiblesse des revenus des communes forestières en 2009. L'année 2011 devrait être plus favorable, avec la remontée des recettes de bois des communes. Le budget de 156 M€ est donc en progression de 6 % sur l'exécution 2010, encore en retrait toutefois par rapport aux recettes d'avant la crise. Cette somme inclut 6 M€ au titre des recettes tirées de l'exploitation groupée des bois des communes.

La masse salariale, hors pensions civiles, est prévue à 385,3 M€ soit une progression de 2,3 % par rapport à l'exécution prévisible. Le poids des pensions civiles va encore s'accroître pour atteindre 97,5 M€ (+ 4,3 %).

Les achats et la sous-traitance sont prévus à 178 M€ soit 4,4 % de hausse due principalement à la croissance rapide des travaux de façonnage du bois, les autres achats restant bien maîtrisés, notamment les frais généraux qui sont budgétés en baisse de 7,6 %.

Le besoin de financement de l'office devrait progresser fortement (258 M€ à fin 2010 et 315 M€ à fin 2011), tout en restant dans les limites votées par le Conseil d'Administration (plafond d'emprunt à 320 M€). Le financement de ce besoin pourrait s'avérer coûteux si les taux d'intérêt venaient à augmenter brutalement. Le budget prévoit donc une charge financière de 3,5 M€ contre 0,7 M€ en 2010.

Après une année 2009 marquée par une chute des investissements en forêt, l'année 2010 a retrouvé un niveau satisfaisant et cette tendance sera poursuivie en 2011. C'est pourquoi le budget prévoit 35 M€ d'investissements forestiers et 4,6 M€ de travaux touristiques immobilisés, respectant ainsi la programmation des services et travaux forestiers en forêt domaniale prévue au contrat État-ONF (70 M€ par an pour l'entretien et l'investissement). La mécanisation des chantiers forestiers sera poursuivie, ainsi que la rénovation des outils informatiques des processus de gestion et de production.

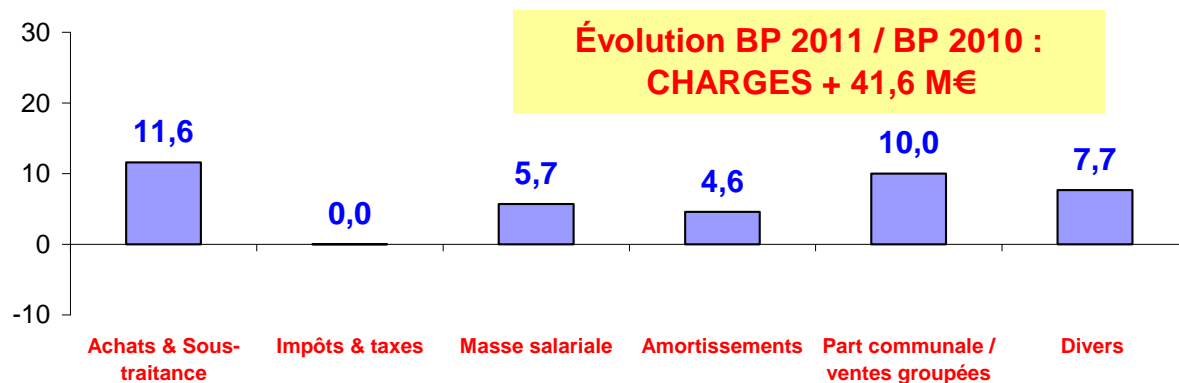
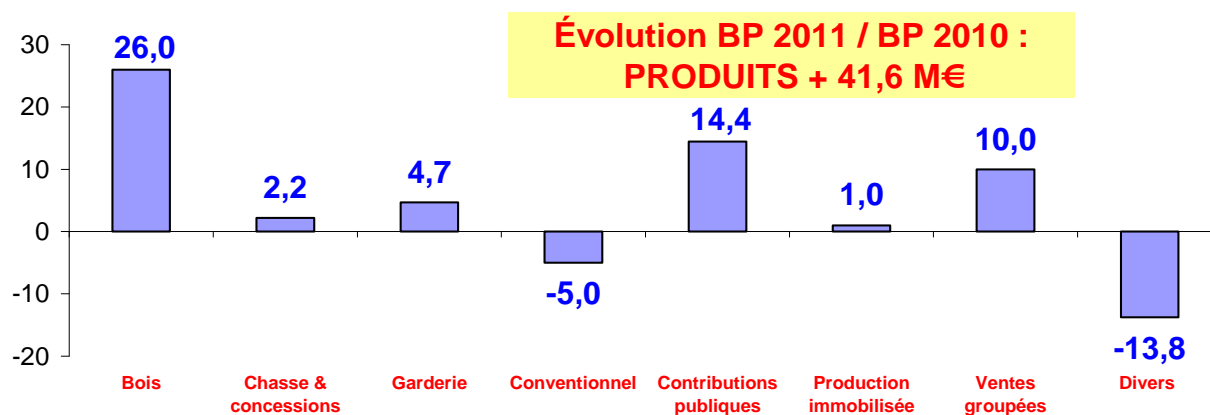
Grâce à une subvention exceptionnelle de l'État de 31 M€ et à la volonté de l'Office d'améliorer encore l'offre de bois, de développer les activités conventionnelles et de maîtriser rigoureusement la masse salariale et les achats externes, le budget 2011 peut être présenté à l'équilibre.

## B. COMPTE DE RÉSULTAT

### Compte de résultat prévisionnel résumé

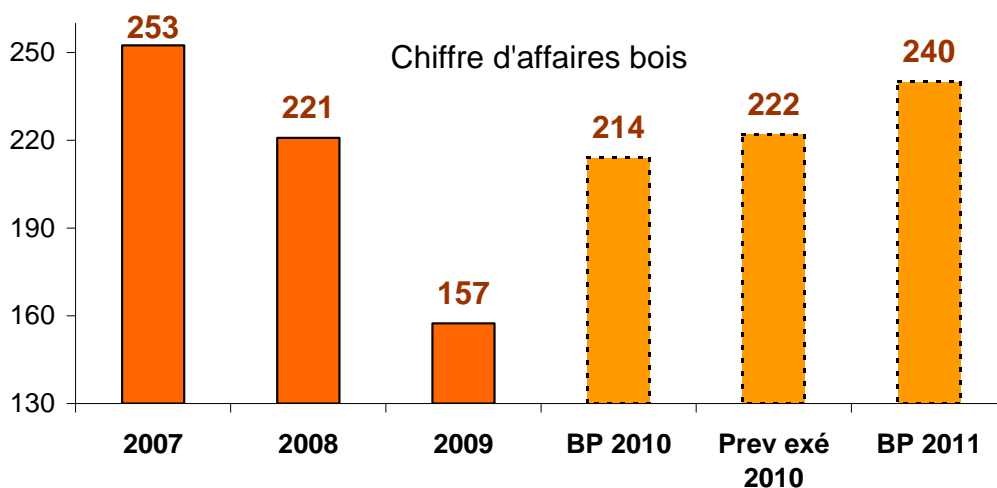
en millions d'euros	Comptes 2009	BP 2010	Prev exé 2010	BP 2011	Ecart BP 2011 / BP 2010	
<b>Résultat net</b>	<b>-12,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-18,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>NS</b>
<b>Produits</b>	<b>692,9</b>	<b>742,4</b>	<b>724,3</b>	<b>782,0</b>	<b>39,6</b>	<b>5,3%</b>
Bois	157,4	214,0	222,0	240,0	26,0	12,1%
Chasse & concessions	60,0	61,5	62,5	63,7	2,2	3,6%
Garderie	142,3	138,2	137,9	142,9	4,7	3,4%
Conventionnel	142,3	161,0	147,0	156,0	-5,0	-3,1%
Contributions publiques	86,0	74,9	75,2	89,3	14,4	19,3%
Production immobilisée	22,2	38,6	37,0	39,6	1,0	2,6%
Ventes groupées	10,3	15,0	15,0	25,0	10,0	66,7%
Divers	72,3	39,3	27,7	25,5	-13,8	-35,0%
<b>Charges</b>	<b>705,1</b>	<b>742,4</b>	<b>742,4</b>	<b>782,0</b>	<b>39,6</b>	<b>5,3%</b>
Achats & Sous-traitance	147,3	166,4	170,4	178,0	11,6	7,0%
Impôts & taxes	44,7	43,1	41,6	43,1	0,0	0,1%
Masse salariale	461,4	477,0	470,0	482,7	5,7	1,2%
Amortissements	29,4	31,7	33,0	36,3	4,6	14,5%
Part communale / ventes groupées	10,3	15,0	15,0	25,0	10,0	66,7%
Divers	12,0	9,3	12,5	17,0	7,7	82,4%

Les produits et les charges sont en hausse par rapport au BP 2010 (+ 41,6 M€)



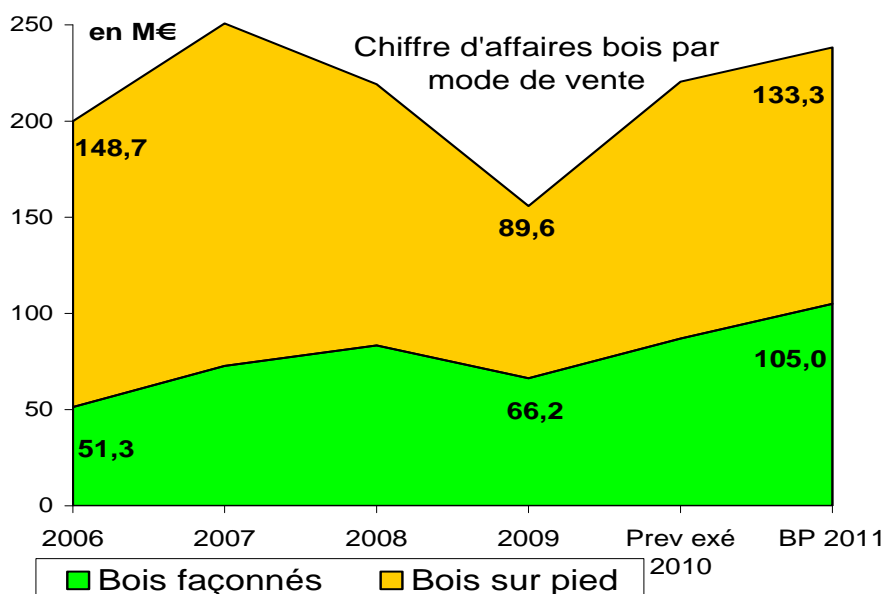
## 1. Les recettes de bois (240,0 M€)

Le marché du bois s'était très fortement dégradé fin 2008 et tout au long de l'année 2009. Au cours de l'année 2010, le marché s'est peu à peu redressé, surtout du fait d'un meilleur équilibre résultant d'une baisse de la production de sciages plus forte que celle de la demande, du développement de la construction bois, d'une reprise des marchés à l'export compte tenu du rapport plus favorable de la parité €\$ et de la forte croissance des marchés du bois énergie. Ces tendances devraient se confirmer en 2011 avec la reprise économique.

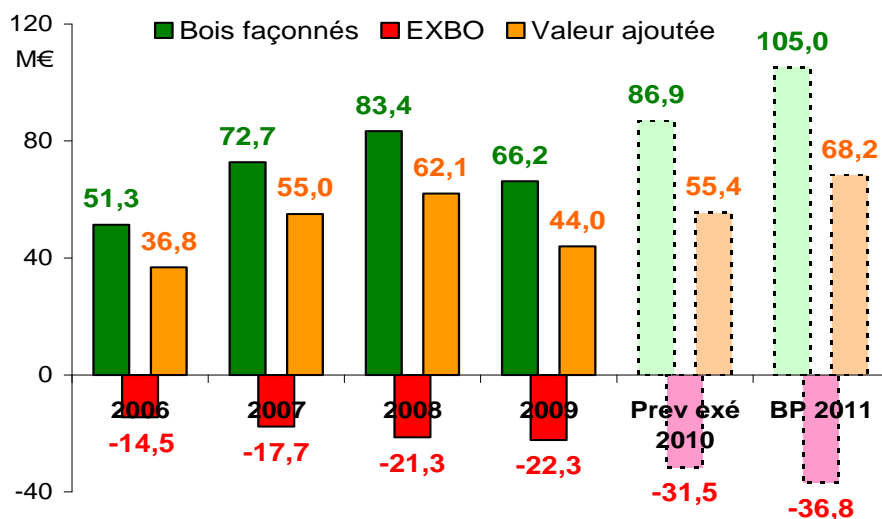


Par ailleurs, la tempête Klaus du 24 janvier 2009, qui a affecté l'Aquitaine et les attaques de scolyte de l'été 2010 ont provoqué la mise sur le marché d'importantes quantités de pin maritime. Grâce aux subventions accordées, l'Office a pu stocker des volumes significatifs de bois sous eau. Le déstockage devrait s'accélérer en 2011, contribuant à la hausse du chiffre d'affaires.

Les ventes par contrat et les ventes de bois façonnés seront renforcées en 2011, ce qui permettra d'accroître la valeur ajoutée produite par l'Office. La part des bois vendus façonnés devrait atteindre près de 45 % du chiffre d'affaires. Les clients peuvent ainsi acheter des lots de bois homogènes correspondant à leurs besoins.



L'évolution des charges liées à l'exploitation des bois domaniaux suit une progression parallèle à celle des recettes. En 5 ans, de 2006 à 2011, la valeur ajoutée dégagée par l'office grâce à ce changement de mode de vente aura pratiquement doublé, passant de 37 M€ à 68 M€ tout comme le chiffre d'affaires réalisé.



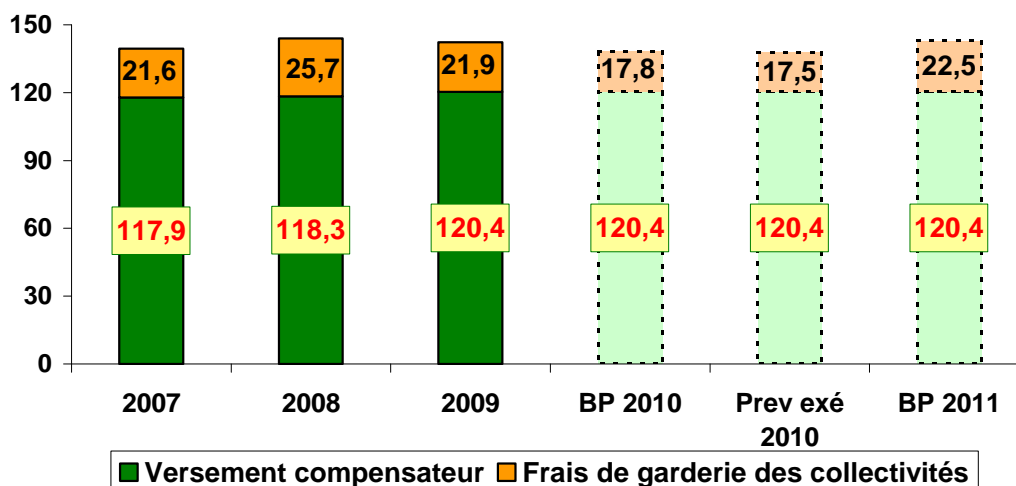
## 2. Les autres produits du domaine (63,7 M€)

Les produits de la chasse et de la pêche en forêt domaniale sont actualisés, conformément aux clauses d'indexation annuelles prévues aux baux, pour une recette attendue de 46,4 M€ (+ 0,9 M€ par rapport au budget 2010).

Les concessions devraient poursuivre leur évolution rapide (+ 4,8 %), grâce aux révisions des contrats arrivant à échéance et à la hausse des indices de référence. Le budget est de 17,3 M€

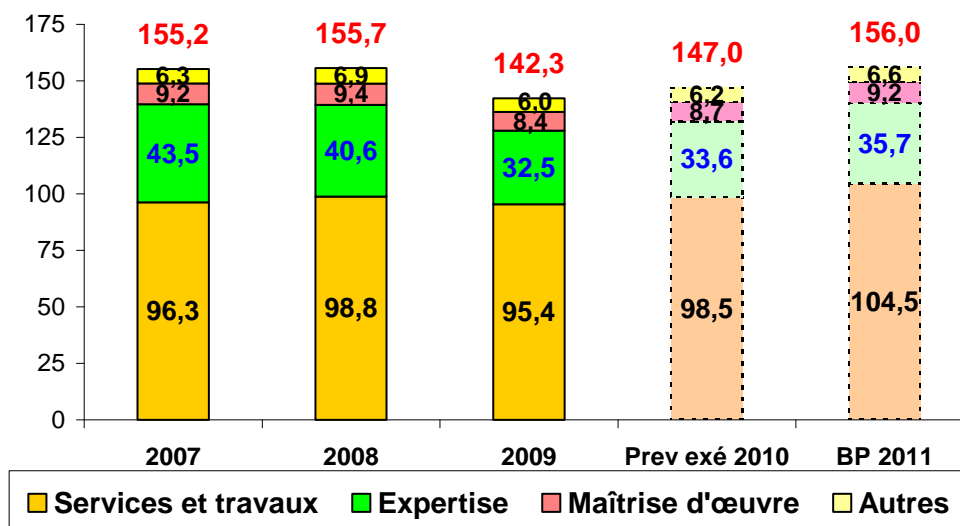
## 3. La garderie des forêts (138,2 M€)

Conformément au contrat État-ONF 2007-2011 et à la loi de finances initiale pour 2011, le versement compensateur de l'État est prévu à 144 M€ TTC, soit 120,4 M€ HT, montant inchangé en euros courants depuis 5 ans. Les frais de garderie reflètent les ventes des bois des collectivités en 2010 ; ils sont budgétés à 22,5 M€, soit + 4,7 M€ par rapport au budget 2010 (+ 26,4 %).



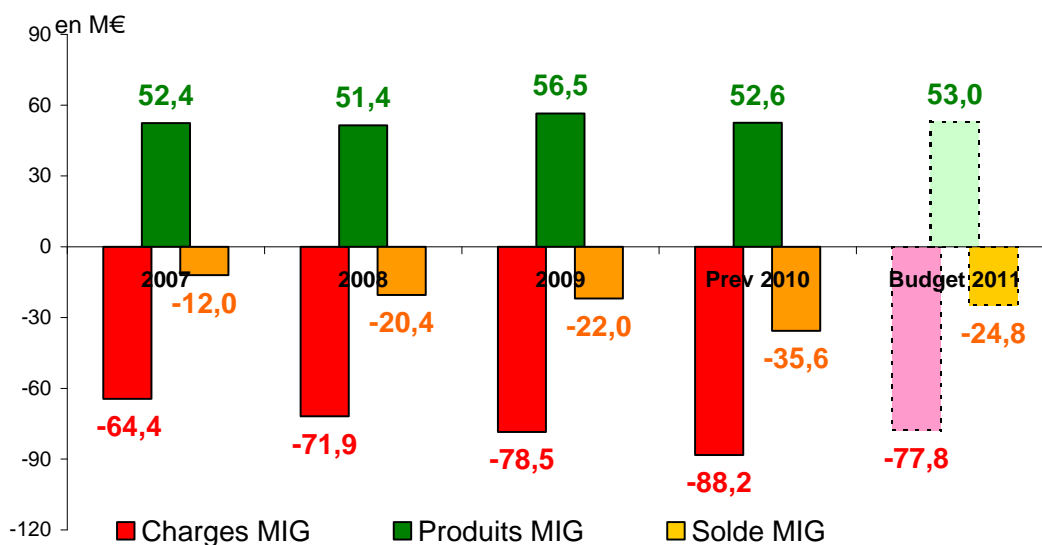
#### 4. Les activités conventionnelles (156,0 M€)

Ces activités regroupent les services, les travaux et les prestations intellectuelles (ingénierie, études et expertises) effectués pour l'État, les communes forestières, les collectivités territoriales et les clients privés. S'y ajoutent les produits fabriqués (ventes de graines et mobiliers en bois) ainsi que les licences dirigées de chasse.



Le montant budgété (156 M€) est proche des réalisations d'avant crise. Il inclut, dans les services et les travaux, 6 M€ d'exploitation groupée des bois des communes forestières (contre 2 M€ en 2010), en application des nouvelles dispositions législatives favorisant le regroupement et la massification de l'offre de bois.

Ces activités comprennent également les missions d'intérêt général (MIG) : défense de la forêt contre l'incendie, mission dans les DOM, reconstitution des terrains en montagne, surveillance des avalanches... Le contrat État-ONF prévoit, sur les seules MIG financées par le ministère de l'agriculture, une perte de recettes de 0,7 M€ liée à l'accroissement de l'autofinancement par l'Office, qui est ainsi porté à 54 %.



Pour réaliser cet objectif ainsi que ceux relatifs aux activités de gestion de la forêt publique, l'ONF poursuivra ses investissements informatiques : rénovation de l'outil de programmation et de pilotage des chantiers sous SAP et Java, développement des systèmes d'information géographiques pour la présentation des offres sous forme graphique. Il poursuivra également son programme d'investissement en matériels de production pour équiper les agences travaux ainsi que la consolidation des bureaux d'études territoriaux.

L'ONF intensifiera, par ailleurs, son activité commerciale et poursuivra l'évolution de son offre à destination des collectivités et des grands comptes.

## **5. Les contributions publiques (89,3 M€)**

Ces contributions sont en forte augmentation par rapport au budget 2010 : + 14,4 M€, soit + 19 %.

La contribution de l'État pour les cotisations retraite des personnels fonctionnaires (CAS Pensions) est reconduite au même montant que celui inscrit au budget 2010, soit 18,7 M€. Compte tenu du contexte économique encore difficile, la subvention exceptionnelle de crise est portée à 31 M€ contre 13,8 M€ en 2010.

Les contributions publiques pour travaux touristiques progressent de 2,6 M€, alors que celles pour travaux forestiers et de reconstitution se contractent de 3,9 M€.

Les autres éléments sont stables, en particulier le FAFSEA (fonds de formation professionnelle) budgété à 17,3 M€, somme qui apparaît également en impôts et taxes conformément aux obligations réglementaires.

## **6. Les produits divers (90,1 M€)**

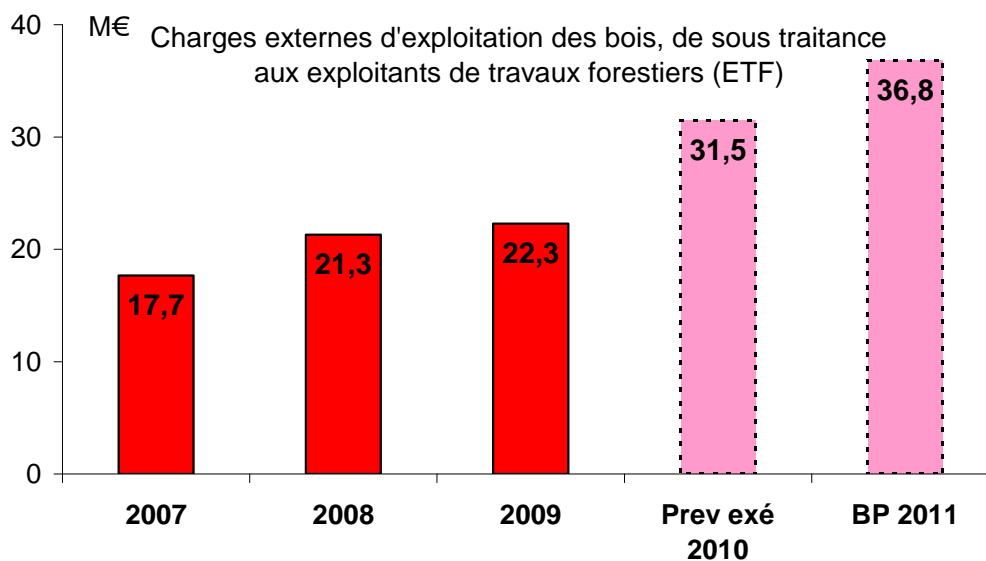
Ces produits se décomposent ainsi :

- des travaux d'investissements en forêt domaniale comptabilisés en production immobilisée (35,0 M€) ;
- des produits communaux sur ventes de bois groupées (25,0 M€), les rétrocessions correspondantes aux communes forestières étant classées en charges de gestion courante ;
- des cessions d'actifs immobiliers pour 8 M€ comprenant les ventes de biens propres à l'Office ainsi que la partie rétrocédée par France Domaine sur les ventes de biens domaniaux remis en dotation ;
- des produits sur activités annexes (7,0 M€) : bracelets de chasse, vente de produits cynégétiques et piscicoles, location d'immeubles... ;
- des travaux d'investissements réalisés par de la main d'oeuvre ONF dans des bâtiments et des travaux touristiques en forêt comptabilisés en production immobilisée (4,6 M€) ;
- des reprises sur provisions pour renouvellement de la forêt domaniale (4,3 M€) ;
- des produits exceptionnels pour 3,0 M€ ;
- des restitutions et autres produits divers pour 1,7 M€ ;
- des variations de stocks de bois façonnés et chablis (1 M€) ;
- des reprises de provision pour reconstitution de la forêt domaniale (0,5 M€ au titre de Klaus et de différents évènements climatiques passés).

en millions d'euros	2 008	2 009	BP 2010	Prev exé 2010	BP 2011
<b>Produits divers</b>	<b>64,3</b>	<b>104,9</b>	<b>92,9</b>	<b>79,7</b>	<b>90,1</b>
<i>Production immobilisée - Travaux forestiers</i>	33,9	22,0	34,0	33,0	35,0
<i>Ventes groupées - reversement quote part collectivités</i>	5,7	10,3	15,0	15,0	25,0
<i>Produits de cessions d'actifs</i>	2,8	3,3	10,0	2,5	8,0
<i>Produits des activités annexes</i>	6,1	6,4	7,0	6,5	7,0
<i>Production immobilisée (maisons forestières &amp; travaux subventionnés)</i>	0,2	0,2	4,6	4,0	4,6
<i>Reprise provision pour renouvellement de la forêt domaniale</i>	3,1	25,4	4,3	4,3	4,3
<i>Autres produits exceptionnels</i>	5,7	2,8	3,0	3,2	3,0
<i>Restitutions et autres produits divers</i>	1,8	1,5	1,0	1,0	1,2
<i>Variation de stocks</i>	1,3	7,0	-0,2	3,7	1,0
<i>Reprise provision pour reconstitution de la forêt domaniale</i>	0,2	0,5	1,0	1,0	0,5
<i>Subvention d'équipement</i>	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
<i>Reprise autres provisions et amortissements</i>	3,1	1,6	0,1	3,0	0,1
<i>Produits financiers</i>	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1
<i>Remboursement de la taxe foncière</i>	0,0	11,0	12,6	2,1	0,0
<i>Reprise provisions pour impôts</i>	0,0	12,3	0,0	0,0	0,0

## 7. Les charges d'achat et de sous-traitance (178,0 M€)

Ces charges augmentent de 11,6 M€ par rapport au budget 2010. Les achats de travaux d'exploitation forestière sont en forte hausse, conséquence de la hausse des ventes de bois façonnés. En effet, la progression de 40,8 M€ de ces recettes génère 9,3 M€ d'achats de travaux supplémentaires. Toutefois, cette hausse est atténuée par la mécanisation des agences travaux.

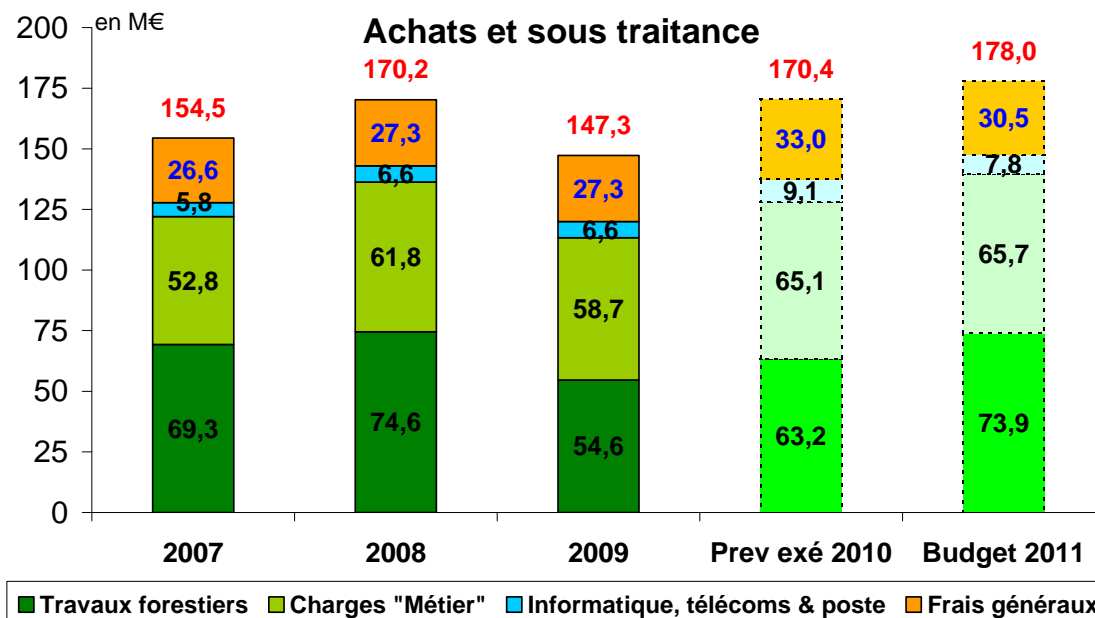


Les autres achats de travaux forestiers (réfection de routes, création d'infrastructures) sont quasiment stables (+ 0,3 M€) et les coûts de fonctionnement de l'informatique et des télécommunications sont stabilisés, malgré le développement de nouveaux outils et progiciels, conformément au schéma directeur informatique présenté au Conseil d'Administration du 3 mars 2010.

L'effort de contrainte des frais généraux sera poursuivi sur l'année 2011 ; ils sont budgétés à 30,5 M€ en retrait de 7,6 % par rapport à 2010.

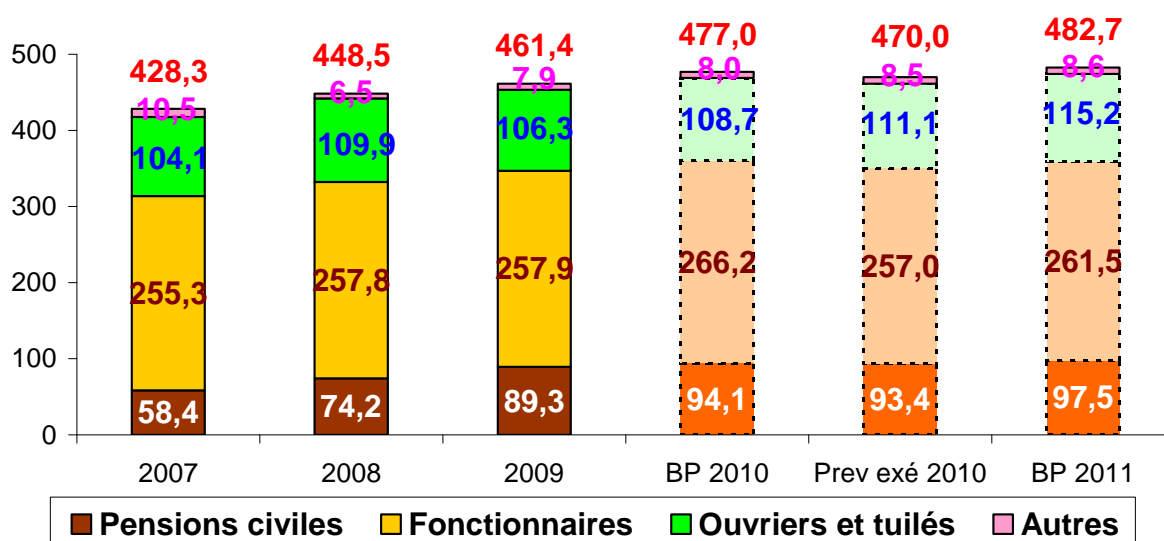
Les capacités d'intervention du fonds pour l'environnement et le développement durable sont maintenues à 6 M€ permettant la poursuite des actions entreprises.

L'année 2011 a été déclarée "année internationale des forêts" par l'ONU et sera officiellement lancée à New York début février ; c'est une opportunité que comptent saisir l'ONF et l'ensemble des acteurs de la forêt pour mieux faire comprendre au grand public et partager avec lui les grands enjeux de la gestion multifonctionnelle de la forêt. Une somme de 450 k€ est inscrite à cette fin dans le montant des charges externes pour des actions de communication (chapitre limitatif soumis au vote du Conseil).



## 8. La masse salariale (482,7 M€)

La masse salariale progresse de 5,7 M€ par rapport au budget 2010, soit + 1,2 %. Le tableau du plafond d'emplois est proposé au vote du Conseil (tableau C-1).



### 8.1. La masse salariale des fonctionnaires et assimilés (358,9 M€)

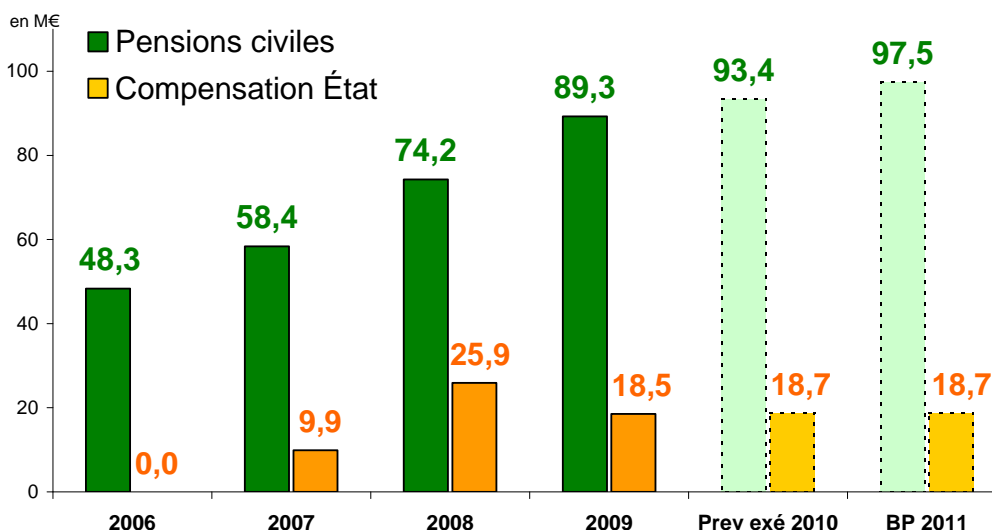
Cette masse salariale est prévue à 358,9 M€ soit légèrement en dessous du budget 2010 (- 1,4 M€). En effet, la hausse des pensions civiles pour 3,4 M€ (+ 3,6 %), est plus que compensée par la baisse des effectifs.

Emplois en équivalents temps plein	Exécution 2009	Budget primitif 2010	Prevision exécution 2010	Budget primitif 2011	écart BP 2011 / BP 2010	
<b>Emplois (ETP) rémunérés par l'ONF</b>	<b>9 754</b>	<b>10 026</b>	<b>9 558</b>	<b>9 863</b>	<b>-163</b>	<b>-1,6%</b>
<i>dont à titre indicatif :</i>						
<i>Fonctionnaires et agents contractuels</i>	6 522	6 479	6 368	6 374	-105	-1,6%
<i>Ouvriers et ouvriers s/emplois tuilés</i>	3 121	3 243	3 090	3 190	-53	-1,6%
<i>Emplois aidés (dont apprentis)</i>	111	304	100	299	-5	-1,6%

L'effectif plafond de 6 374 ETP fonctionnaires et agents contractuels correspond à une diminution de 105 ETP / budget 2010 (- 1,6 %), soit - 3,5 M€ C'est donc un effort important qui est poursuivi par l'ONF pour ne remplacer qu'un départ en retraite sur deux pour les fonctionnaires titulaires.

Par rapport à la prévision d'exécution 2010 (à 350,4 M€ pour les fonctionnaires, y compris les pensions civiles), les hausses de rémunérations proviennent principalement du GVT (2,1 M€), des mesures catégorielles (1,8 M€) et de diverses mesures acquises pour 3,7 M€ (point report, rachat de jours issus du compte épargne temps, restructuration et prévoyance).

Les pensions civiles continuent leur progression, le taux passant de 62,47 % à 65,72 % du traitement brut, allocation temporaire d'invalidité (ATI) comprise. La contribution de l'ONF est budgétée à 97,5 M€



### 8.2. La masse salariale des ouvriers (115,2 M€)

Cette masse salariale est budgétée à 115,2 M€ soit + 6,5 M€ ou + 5,9 % par rapport au budget 2010. Cette hausse s'explique par une sous évaluation de 2,4 M€ du budget par rapport à la prévision d'exécution 2010, par l'augmentation des salaires et par un recours plus important aux heures supplémentaires nécessités par la plus grande réactivité des agences travaux.

Par rapport au plafond 2010, le plafond 2011 diminue de 53 ETP à 3 190 ETP (- 1,6 %) pour les ouvriers forestiers et ouvriers sur emplois tuilés (conducteurs de travaux).

### **8.3. Les emplois aidés et autres charges de personnels (8,6 M€)**

Le plafond des emplois aidés est fixé à 299 ETP (- 5 ETP / plafond 2010, - 1,6 %).

Ce poste regroupe la masse salariale des emplois aidés et les parcours d'apprentissage (3,0 M€), ainsi que les dépenses liées aux rémunérations et comptabilisées avec les charges de personnel (5,6 M€). Ces autres charges couvrent des prestations telles que les titres restaurant, l'action sociale (APAS ONF), les versements aux comités d'entreprise, la médecine du travail, etc. Au total, ces charges augmentent de 0,6 M€ par rapport au budget 2010.

### **9. Les impôts et taxes (43,1 M€) et autres charges (78,2 M€)**

Ce poste recouvre :

- les impôts liés à l'activité de l'office : impôts fonciers sur la forêt domaniale et les bâtiments (16,5 M€), cotisation volontaire obligatoire à l'interprofession France Bois Forêt (1,0 M€), contribution économique territoriale (ex-taxe professionnelle), taxe sur les véhicules de sociétés et divers autres impôts (5,4 M€) ;
- les impôts liés à l'emploi et à la masse salariale : versement au FAFSEA au titre de la formation professionnelle (congé individuels de formation, formations en alternance et mutualisation des coûts pour 17,3 M€), sur cotisation à la MSA due au titre des ouvriers forestiers bénéficiant de la cessation anticipée d'activité, versements libératoires donnant droit à exonération de taxe d'apprentissage et différents autres impôts (3,0 M€) ;
- les charges diverses dont principalement la rétrocession aux collectivités des produits des ventes de bois groupées, ainsi que les dotations aux amortissements et aux provisions ;
- une dotation à une provision spécifique pour "gel budgétaire" de 2,1 M€ qui n'a vocation à être mobilisée qu'en cas d'annulation des crédits correspondant aux contributions de l'État inscrite au programme 149 (forêt) du ministère de l'agriculture.

Cette réserve de précaution est en effet prévue dans chaque loi de finances initiale, depuis l'instauration de cette règle en 2006. S'il devait être décidé par l'État, ce gel puis l'annulation consécutive des crédits ainsi gelés en cours d'année, pourrait diminuer de 2,1 M€ les différentes recettes de l'Office (1,6 M€ sur le versement compensateur, 0,3 M€ sur la subvention exceptionnelle d'équilibre, 0,1 M€ sur les missions d'intérêt général et 0,1 M€ sur la contribution retraite).

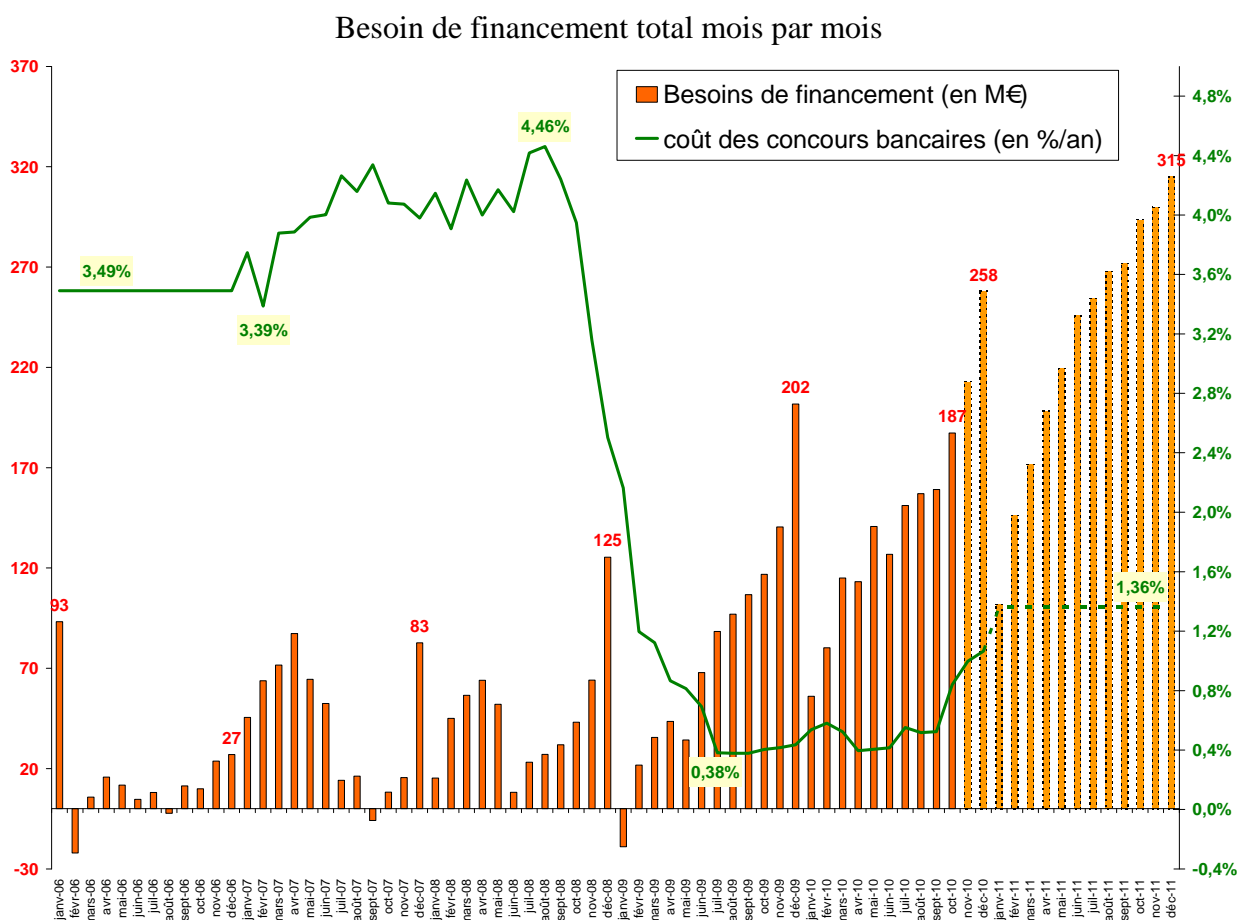
en millions d'euros	2 008	2 009	BP 2010	Prev exé 2010	BP 2011
<b>Autres charges</b>	<b>76,5</b>	<b>51,7</b>	<b>56,0</b>	<b>60,5</b>	<b>78,2</b>
<i>Dotation aux amortissements propres ONF</i>	20,8	23,4	24,0	25,3	26,4
<i>Ventes groupées - quote part collectivités</i>	5,7	10,3	15,0	15,0	25,0
<i>Dotation aux amortissements travaux domaniaux</i>	3,7	6,0	7,7	7,7	9,9
<i>Cessation anticipée d'activité ouvriers</i>	3,4	4,3	4,8	5,6	6,4
<i>Annulation recettes s/exercices antérieurs, pertes sur créances irrécouvrables et autres</i>	5,0	4,2	3,3	5,4	4,7
<i>Charges financières</i>	2,0	0,8	1,1	0,9	3,7
<i>Dotation aux provision pour gel budgétaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1
<i>Valeur comptable éléments d'actifs cédés et autres charges exceptionnelles</i>	1,9	2,2	1,0	1,3	1,0
<i>Imposition forfaitaire annuelle</i>	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
<i>Dotation aux autres provisions d'exploitation</i>	13,9	1,6	0,1	0,1	0,1
<i>Crédits d'impôt : recherche et taxe apprentissage</i>	-1,4	-1,1	-1,0	-0,9	-1,2
<i>Dotation aux provisions renouvellement de la FD</i>	17,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dotation aux provisions reconstitution de la FD</i>	4,4	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dotation aux provisions exceptionnelles</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 10. Le résultat financier (- 3,6 M€)

Le résultat financier se détériore rapidement passant de - 1,0 M€ à - 3,6 M€ sous l'effet de deux phénomènes : d'une part, la dégradation de la trésorerie, qui passe de - 146 M€ en moyenne 2010 à - 232 M€ en moyenne 2011 et, d'autre part, la hausse probable des taux d'intérêt à court terme. En effet, ces taux ont quasiment doublé depuis le début de l'année 2010 et tout porte à croire que cette hausse va se poursuivre.

Ce besoin de financement résulte pour une large part des délais de paiement accordés traditionnellement aux acheteurs de bois sur pied (échelonnement des paiements sur 6 mois) et de l'écart entre la capacité d'autofinancement prévue (26 M€) et les investissements budgétés (78 M€). En outre, le fonds de roulement de l'ONF, encore légèrement positif fin 2009 (18 M€), devrait être négatif fin 2010 (- 34 M€), en raison de la faiblesse des fonds propres de l'office.

La prévision détaillée mois par mois de l'ensemble des encaissements et décaissements prévus est présentée en annexe (tableau 9). Elle fait apparaître un besoin de financement global, maximal fin décembre, de 315 M€. Le besoin sera couvert par mobilisation des lignes de crédits obtenues par l'Office dans la limite du plafond d'emprunt de 320 M€ voté par le Conseil d'administration.



## 11. Le résultat exceptionnel (+ 4,4 M€)

Au résultat exceptionnel sont inscrits :

- le coût pour 2010 du programme de la cessation anticipée d'activité des ouvriers forestiers (6,4 M€) ;
- les produits de cessions d'actifs budgétés à 8 M€ correspondent aux cessions de biens propres et au reversement à l'ONF de 85% du produit de la vente des actifs immobiliers domaniaux ;
- divers produits pour 3,8 M€ et diverses charges pour 1 M€

## 12. Le résultat net

Le résultat net est prévu strictement à l'équilibre avec 782 M€ de charges et de produits.

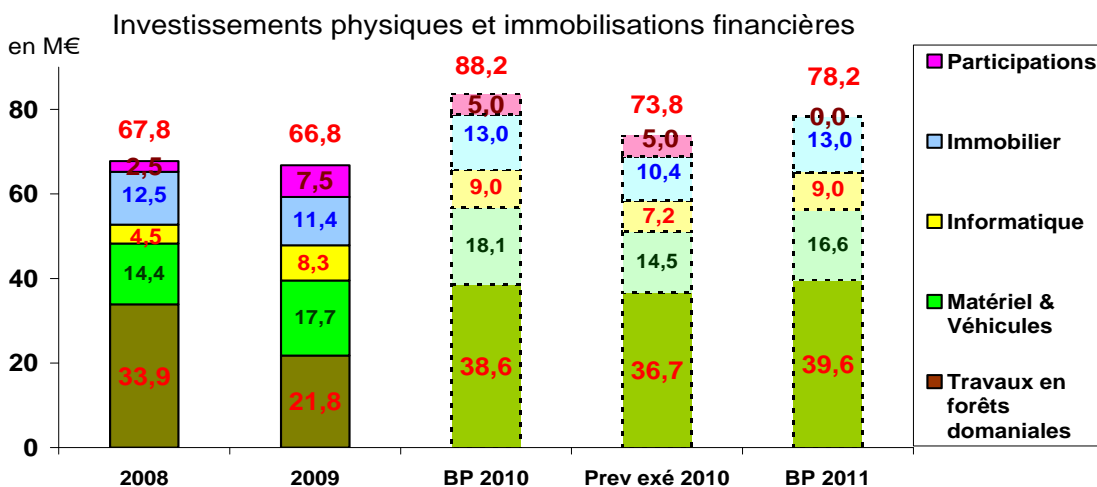
## C. LES OPERATIONS EN CAPITAL

Le tableau de financement prévisionnel retrace les prévisions d'emplois et de ressources en capital pour un total de 81,8 M€

<b>EMPLOIS en M€</b>	<b>2009</b>	<b>BP 2010</b>	<b>Prev exé 2010</b>	<b>BP 2011</b>	<b>Variation BP 2011/ BP 2010</b>
Investissements propres	45,0	45,1	37,1	38,6	-6,5
Travaux d'investissements en forêt domaniale	21,8	38,6	36,7	39,6	1,0
Remboursements d'emprunts	0,0	0,0	17,0	0,0	0,0
Prêts accordés	3,9	4,5	4,5	3,6	-1,0
Autres	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>72,0</b>	<b>88,2</b>	<b>95,3</b>	<b>81,8</b>	<b>-6,5</b>
<b>RESSOURCES en M€</b>	<b>2009</b>	<b>BP 2010</b>	<b>Prev exé 2010</b>	<b>BP 2011</b>	<b>Variation BP 2011/ BP 2010</b>
Capacité d'autofinancement CAF	-23,7	16,3	4,1	25,6	9,3
Cessions d'actifs	3,3	10,0	2,2	8,0	-2,0
Subventions d'investissement	3,1	4,9	4,0	4,9	0,0
Remboursement de prêts & cautions	2,4	2,3	2,3	2,3	0,0
Augmentation dettes financières	31,5	8,8	30,0	41,0	32,2
<b>Prélèvement sur le fonds de roulement</b>	<b>55,4</b>	<b>45,9</b>	<b>52,7</b>	<b>0,0</b>	<b>-45,9</b>
<b>TOTAL</b>	<b>72,0</b>	<b>88,2</b>	<b>95,3</b>	<b>81,8</b>	<b>-6,5</b>

## 1. Emplois (81,8 M€)

Les emplois se décomposent en investissements physiques pour 78,2 M€, prêts accordés pour 3,6 M€ et autres immobilisations financières (aucune budgétée en 2011).



### 1.1. Les investissements en forêts (39,6 M€)

Le tableau de financement prévoit 35 M€ d'investissements sylvicoles et sur infrastructures forestières, montant très proche de ceux inscrits au budget 2010. Ce montant est soumis au vote du Conseil d'administration dans le cadre d'une programmation quinquennale glissante revue annuellement (tableau A).

Les travaux touristiques (4,6 M€) sont des aménagements financés par des collectivités territoriales pour améliorer l'accès du public à la forêt domaniale. A la demande de la DGFIP, ils sont désormais immobilisés et les recettes correspondantes sont comptabilisées en subvention d'investissement. Ces investissements sont amortis en linéaire sur 15 ans.

### 1.2. Les investissements physiques sur les biens ONF (38,6 M€)

La poursuite de la modernisation de l'établissement nécessite d'investir en :

#### 1. Matériels de production (16,6 M€)

- la mécanisation des travaux en forêt nécessite la poursuite de l'investissement en matériel d'exploitation pour 12,0 M€. Il est prévu d'acquérir 20 tracteurs, 19 broyeurs, 12 débroussailleuses/déchiqueteuses, 6 camionnettes et divers autres matériels ;
- les achats prévus permettent de renouveler les véhicules les plus anciens (+ de 10 ans et + de 100 000 km) pour un total budgété de 4,0 M€;
- matériels de bureau (0,6 M€).

#### 2. Matériels et logiciels informatiques (9,0 M€)

Ce poste se décompose en 2,7 M€ pour les systèmes et réseaux (architecture, exploitation et sécurité), 1,9 M€ de développement de nouveaux logiciels, 1,4 M€ au titre de Séquoia, 1,7 M€ d'équipements informatiques en régions, 0,5 M€ de système d'information géographique (SIG), 0,5 M€ en progiciel de gestion intégré (SAP), 0,2 M€ d'équipements du siège et 0,1 M€ d'informatique mobile.

### 3. Locaux (13,0 M€)

Ces investissements se répartissent sur les locaux administratifs (4,5 M€), la poursuite du programme d'entretien des locaux d'habitation (5,0 M€) et des locaux techniques (3,5 M€).

Le Conseil d'administration sera saisi en 2011 d'un schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI), actuellement en cours d'élaboration conformément aux orientations de la politique immobilière de l'État et de ses opérateurs. A cette occasion, le détail du parc immobilier de l'ONF sera présenté ainsi que les principaux investissements nécessaires.

#### 1.3. Les investissements financiers (3,6 M€)

Conformément aux obligations légales sur le financement du logement social, l'ONF prévoit 3,4 M€ d'investissements (flux 1,0 M€ pour 2000 + 1,3 M€ pour 2005 et 1,1 M€ pour l'année 2011) auprès des organismes collecteurs du « 1 % logement » (rotation des prêts sur 5 ans pendant 20 ans) et 2,3 M€ en remboursements de leur part (flux 1,0 M€ pour 2000 et 1,2 M€ pour 2006), soit un investissement financier net de 1,1 M€. S'y ajoutent des prêts au personnel à hauteur 0,2 M€.

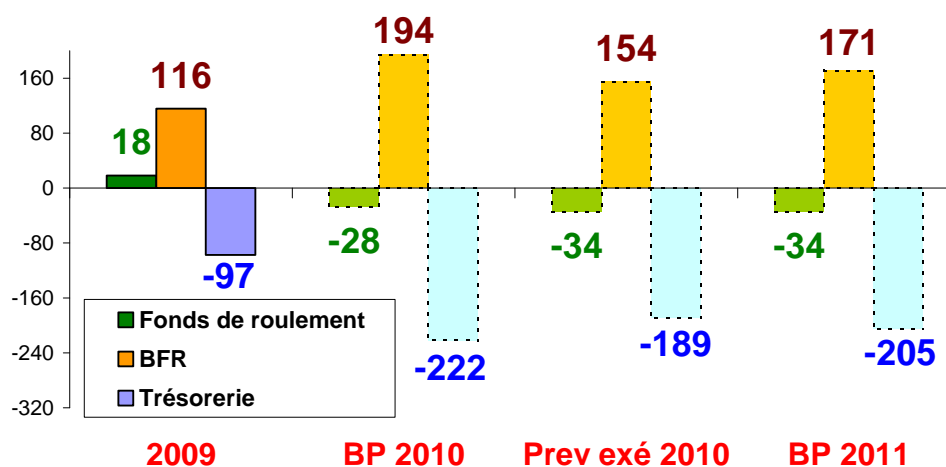
Il n'est pas prévu d'investissements au capital des filiales dans le budget 2011.

### 2. Ressources (81,8 M€)

Par rapport au budget 2010, la capacité d'autofinancement augmente significativement à 25,6 M€, compte tenu de la croissance des dotations aux amortissements des biens ONF et des travaux domaniaux.

Les cessions d'actifs devraient s'élever à 8 M€, les remboursements de prêts à 2,3 M€ et les subventions d'investissement à 4,9 M€.

En conséquence, les dettes financières devraient augmenter de 41 M€ et il ne devrait pas y avoir de prélèvement sur le fonds de roulement.



## **D. LISTE DES EMPLOIS DE DIRECTION DU GROUPE II**

La résolution 2007-08 adoptée par le Conseil d'administration dans sa séance du 11 juillet 2007, présentait l'organisation générale de l'Établissement et la mise en œuvre du décret n° 2005-1017 du 22 août 2005 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de direction de l'ONF.

Dans chaque direction territoriale étaient identifiées 4 structures opérationnelles : la direction Forêt, la direction Bois, la direction Développement et l'agence Travaux.

Une organisation de référence a ainsi été mise en place pour les agences afin d'assurer une bonne synergie entre les différents niveaux. Comme au niveau territorial, on distingue un service Forêt et un service Bois. L'activité d'ingénierie et d'expertise est organisée en unité spécialisée dénommée "bureau d'études" et la réalisation des travaux est assurée par l'entreprise interne de travaux.

Les agences sont classées en fonction de leur activité. A leur tête sont nommés des directeurs d'agences classés, en fonction de l'importance de l'agence, sur des postes de niveau 3 ou 4. En application du décret n°2005-1017, ceux qui sont à la direction d'une agence classé 4 doivent être nommés sur des emplois de direction du groupe II.

Ce décret donne au Conseil d'administration la compétence pour fixer la liste des postes classés dans le groupe II sur proposition du Directeur général. Pour actualiser la liste de 59 postes adoptée par le Conseil d'administration du 3 mars 2010, il est proposé une nouvelle liste, également de 59 emplois de direction du groupe II, associée au présent budget 2011 (cf. liste de la résolution soumise au vote).

***Décret n°2005-1017 du 22 août 2005 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de direction de l'Office national des forêts, modifié par le décret n°2008-382 du 21 avril 2008***

***Article 1 :*** *Le présent décret fixe les conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de direction de l'Office national des forêts qui sont répartis en deux groupes, le groupe I et le groupe II.*

*Le groupe I comprend les emplois de directeur central ou assimilé, de directeur territorial, de coordonnateur Corse-DOM et de délégué national à la restauration des terrains en montagne.*

*Le groupe II comprend les emplois de directeur central adjoint et de directeur régional. Il comprend également les emplois d'expert de haut niveau ou directeur de projet, de chef de département, de directeur d'agence et de responsable de services territoriaux qui figurent, en raison de leur niveau élevé de responsabilité, sur une liste établie par le conseil d'administration de l'Office national des forêts sur proposition du directeur général.*

## **E. TABLEAUX DÉTAILLÉS**

Au-delà des tableaux simplifiés soumis au vote du Conseil d'administration, sont présentés ci-après et pour information, les tableaux détaillés prévus à la circulaire annuelle de la direction du budget sur la présentation des budgets de opérateurs de l'État :

- Tableau 1 : Résumé du compte de résultat ;
- Tableau 2 : Compte de résultat détaillé et soldes intermédiaires de gestion ;
- Tableau 3 : Compte de résultat prévisionnel détaillé (à 3 chiffres) ;
- Tableau 4 : Capacité d'autofinancement ;
- Tableau 5 : Tableau de financement prévisionnel détaillé ;
- Tableau 6 : Emplois par catégories ;
- Tableau 7 : Dépenses par destination (présentation analytique) ;
- Tableau 8 : Immobilisations et dotations aux amortissements ;
- Tableau 9 : Plan de trésorerie ;
- Tableau 10 : Dépenses informatiques.

Tableau 1 : prévision d'exécution 2010 et résumé du compte de résultat 2011

Éléments de comptabilité générale	Compte financier 2008	Compte financier 2009	Budget 2010	Prev d'exé 2010 moyenne	Budget 2011	Ecart BP 2011 / BP 2010	
<i>en millions d'euros</i>	3	4	5	6	8	9 = 8-5	
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>722,9</b>	<b>692,9</b>	<b>742,4</b>	<b>724,3</b>	<b>782,0</b>	<b>39,6</b>	<b>5,3%</b>
Chiffre d'affaires BOIS	220,9	157,4	214,0	222,0	240,0	26,0	12,1%
<i>dont ventes de bois sur pied</i>	135,8	89,6	149,8	133,5	133,3	-16,5	-11,0%
<i>dont ventes de bois façonnés</i>	83,4	66,2	64,2	86,9	105,0	40,8	63,6%
CHASSE & CONCESSIONS	57,7	60,0	61,5	62,5	63,7	2,2	3,6%
Chiffre d'affaires TRAVAUX & SERVICES	155,7	142,3	161,0	147,0	156,0	-5,0	-3,1%
GARDERIE	144,0	142,3	138,2	137,9	142,9	4,7	3,4%
<i>dont versement des collectivités</i>	25,7	21,9	17,8	17,5	22,5	4,7	26,4%
<i>dont versement compensateur</i>	118,3	120,4	120,4	120,4	120,4	0,0	0,0%
CONTRIBUTIONS PUBLIQUES	80,4	86,0	74,9	75,2	89,3	14,4	19,3%
<i>dont contribution pour pensions civiles</i>	25,9	18,5	18,7	18,7	18,7	0,0	0,1%
<i>dont contribution exceptionnelle</i>	0,0	19,0	13,8	13,8	31,0	17,2	124,6%
AUTRES PRODUITS	64,3	104,9	92,9	79,7	90,1	-2,8	-3,0%
<i>dont remboursement taxe foncière</i>	0,0	11,0	12,6	2,1	0,0	-12,6	-100,0%
<i>dont recettes communales des ventes groupées</i>	5,7	10,3	15,0	15,0	25,0	10,0	66,7%
<i>dont cessions d'actifs (maisons forestières...)</i>	2,8	3,3	10,0	2,5	8,0	-2,0	-20,0%
<i>dont immobilisation travaux forestiers</i>	33,9	22,0	34,0	33,0	35,0	1,0	2,9%
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>722,4</b>	<b>705,1</b>	<b>742,4</b>	<b>742,4</b>	<b>782,0</b>	<b>39,6</b>	<b>5,3%</b>
CHARGES EXTERNES	170,2	147,3	166,4	170,4	178,0	11,6	7,0%
<i>dont achats de travaux forestiers domaniaux</i>	32,5	11,1	21,8	21,8	20,1	-1,7	-7,9%
<i>dont exploitation des bois</i>	21,3	22,3	27,5	31,5	36,8	9,3	33,8%
IMPOTS et TAXES	27,2	44,7	43,1	41,6	43,1	0,0	0,1%
MASSE SALARIALE	448,5	461,4	477,0	470,0	482,7	5,7	1,2%
<i>dont fonctionnaires hors pensions civiles</i>	257,8	257,9	266,2	257,0	261,5	-4,7	-1,8%
<i>dont pensions civiles des fonctionnaires</i>	74,2	89,3	94,1	93,4	97,5	3,4	3,6%
<i>dont ouvriers et emplois tuilés</i>	109,9	106,3	108,7	111,1	115,2	6,5	5,9%
<i>dont emplois aidés et autres charges salariales</i>	6,5	7,9	8,0	8,5	8,6	0,6	7,5%
AUTRES CHARGES	76,5	51,7	56,0	60,5	78,2	22,3	39,8%
<i>dont reversement quote part collectivités</i>	5,7	10,3	15,0	15,0	25,0	10,0	n.s.
<i>dont dotation à la provision pour gel budgétaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1	2,1	n.s.
<i>dont dotation s/provision pour renouvellement</i>	17,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.
<i>dont dotation s/provision pour reconstitution</i>	4,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>0,5</b>	<b>-12,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-18,1</b>	<b>0,0 (*)</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s.</b>
<b>INVESTISSEMENT TOTAL (hors prêts) en M€</b>	<b>67,8</b>	<b>67,0</b>	<b>83,7</b>	<b>73,8</b>	<b>78,2</b>	<b>-5,5</b>	<b>-6,6%</b>
<i>dont en forêt domaniale</i>	33,9	22,0	34,0	33,0	35,0	1,0	2,9%
<i>dont investissements propres &amp; travaux touristiques</i>	31,4	37,5	44,7	35,8	43,2	-1,5	-3,4%
<i>dont investissements financiers</i>	2,5	7,5	5,0	5,0	0,0	-5,0	-100,0%

Tableau 2 : compte de résultat et soldes intermédiaires de gestion

(en milliers d'euros)	1 315	8 529	521	-12 203	0	-18 100	0		
	Compte de résultat	Compte de résultat	Compte de résultat	Compte de résultat	Budget primitif	Prévision d'exécution	Budget Primitif	Ecart en montant	Ecart en %
	2 006	2007	2008	2009	2010	2010	2011	BP 2011 / BP 2010	BP 2011 / BP 2010
<b>PRODUITS DU DOMAINE</b>									
Ventes de bois	201 269	252 519	220 851	157 418	214 000	222 000	240 000	26 000	12.1%
<i>dont ventes de bois sur pied</i>	148 661	178 037	135 810	89 641	149 800	133 500	133 300	-16 500	-11%
<i>dont ventes de bois façonnés</i>	51 337	72 722	83 393	66 246	64 200	86 900	105 000	40 800	64%
Chasse et pêche	41 128	41 601	42 532	43 977	45 000	45 500	46 400	1 400	3.1%
Autres produits	12 723	13 597	15 121	15 975	16 500	17 000	17 300	800	4.8%
S/TOTAL	<b>255 120</b>	<b>307 717</b>	<b>278 505</b>	<b>217 371</b>	<b>275 500</b>	<b>284 500</b>	<b>303 700</b>	<b>28 200</b>	<b>10.2%</b>
<i>Part Produits domaine / CA total en %</i>	46%	51%	48%						
<b>GARDERIE DES FORÊTS</b>									
Versement des collectivités	18 283	21 617	25 708	21 881	17 800	17 500	22 500	4 700	26.4%
Versement compensateur	119 564	117 875	118 328	120 401	120 400	120 400	120 400	0	0.0%
S/TOTAL	<b>137 848</b>	<b>139 492</b>	<b>144 035</b>	<b>142 282</b>	<b>138 200</b>	<b>137 900</b>	<b>142 900</b>	<b>4 700</b>	<b>3.4%</b>
<b>ACTIVITÉS CONVENTIONNELLES</b>									
Travaux	102 889	96 255	98 760	95 392	107 900	98 500	104 490	-3 410	-3.2%
Expertise	35 503	43 492	40 649	32 517	36 800	33 600	35 700	-1 100	-3.0%
Maîtrise d'œuvre	8 320	9 193	9 439	8 430	9 500	8 700	9 220	-280	-2.9%
Graines et plants	847	969	1 047	774	900	800	870	-30	-3.3%
Licences dirigées chasse	2 928	2 693	3 208	2 828	3 200	2 900	3 100	-100	-3.1%
Produits fabriqués	3 032	2 607	2 598	2 387	2 700	2 500	2 620	-80	-3.0%
S/TOTAL	<b>153 519</b>	<b>155 209</b>	<b>155 701</b>	<b>142 328</b>	<b>161 000</b>	<b>147 000</b>	<b>156 000</b>	<b>-5 000</b>	<b>-3.1%</b>
<b>PRODUITS DES ACTIVITÉS ANNEXES</b>	<b>6 757</b>	<b>5 009</b>	<b>6 058</b>	<b>6 411</b>	<b>7 000</b>	<b>6 500</b>	<b>7 000</b>	<b>0</b>	<b>0.0%</b>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>553 244</b>	<b>607 427</b>	<b>584 299</b>	<b>508 392</b>	<b>581 700</b>	<b>575 900</b>	<b>609 600</b>	<b>27 900</b>	<b>4.8%</b>
<b>VARIATION DE STOCKS :</b>	<b>2 410</b>	<b>-1 936</b>	<b>1 293</b>	<b>6 955</b>	<b>-160</b>	<b>3 700</b>	<b>1 000</b>	<b>1 160</b>	<b>-725.0%</b>
Sur activité conventionnelle	739	-3 317	-235	0	0	0	0	0	ns
Sur bois domanial chablis (Klaus)	0	0	0	7 114	-1 160	2 700	0	1 160	ns
Sur bois domanial façonné	1 670	1 381	1 529	-159	1 000	1 000	1 000	0	0.0%
<b>PRODUCTION IMMOBILISÉE - Travaux forestiers</b>	<b>25 771</b>	<b>30 365</b>	<b>33 890</b>	<b>22 016</b>	<b>34 000</b>	<b>33 000</b>	<b>35 000</b>	<b>1 000</b>	<b>2.9%</b>
<b>PRODUCTION IMMOBILISÉE - Travaux touristiques &amp; s/bâtiments</b>	<b>49</b>	<b>68</b>	<b>205</b>	<b>191</b>	<b>4 600</b>	<b>4 000</b>	<b>4 600</b>	<b>0</b>	<b>0.0%</b>
<b>PRODUCTION</b>	<b>581 474</b>	<b>635 923</b>	<b>619 688</b>	<b>537 553</b>	<b>620 140</b>	<b>616 600</b>	<b>650 200</b>	<b>30 060</b>	<b>4.8%</b>
<i>Part des charges externes dans le CA bois façonné</i>	28%	24%	26%	34%	43%	36%	35%		
<b>ACHATS ET SOUS-TRAITANCE C/60+61+62</b>	<b>138 497</b>	<b>154 458</b>	<b>170 230</b>	<b>147 270</b>	<b>166 400</b>	<b>170 400</b>	<b>178 000</b>	<b>11 600</b>	<b>7.0%</b>
<i>dont fonds de développement durable et "sites du patrimoine"</i>	1 950	1 983	5 313	6 000	6 000	6 000	6 000	0	0.0%
<i>dont achat de travaux forestiers domaniaux (hors exploitation)</i>	26 603	32 348	32 485	11 131	21 830	21 830	20 100	-1 730	-7.9%
<i>dont exploitation des bois</i>	14 509	17 681	21 309	22 287	27 500	31 500	36 800	9 300	33.8%
<b>CHARGES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS</b>	<b>221</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>ns</b>
Total produits	581 474	635 923	619 688	537 553	620 140	616 600	650 200	30 060	4.8%
Total charges	138 718	154 458	170 230	147 270	166 400	170 400	178 000	11 600	7.0%
<b>VALEUR AJOUTÉE</b>	<b>442 755</b>	<b>481 465</b>	<b>449 457</b>	<b>390 283</b>	<b>453 740</b>	<b>446 200</b>	<b>472 200</b>	<b>18 460</b>	<b>4.1%</b>
<b>CONTRIBUTIONS PUBLIQUES (SUBVENTIONS D'EXPLOITATION)</b>									
Aides à l'emploi (CNASEA)	1 120	997	581	477	500	550	500	0	0.0%
Formation professionnelle (FAFSEA)	17 444	17 500	17 500	18 017	18 000	18 250	17 300	-700	-3.9%
Travaux forestiers	2 500	3 144	2 215	2 525	2 200	2 000	1 200	-1 000	-45.5%
Reconstitution forêt domaniale	14 100	10 912	11 097	4 520	3 420	2 200	500	-2 920	-85.4%
Travaux touristiques	10 000	11 183	11 980	10 730	5 400	7 000	8 000	2 600	48.1%
Cotisations retraite fonctionnaires	0	9 898	25 902	18 520	18 680	18 680	18 700	20	0.1%
Subvention exceptionnelle de crise / MAAP	0	0	0	19 000	13 800	13 800	31 000	17 200	NS
Autres contributions (Collectivités locales)	6 452	11 284	11 110	11 871	12 100	12 000	12 100	0	0.0%
MAAP (Bail emphytéotique)	0	0	0	373	760	760	0	-760	-100.0%
S/TOTAL	<b>51 616</b>	<b>64 918</b>	<b>80 385</b>	<b>86 032</b>	<b>74 860</b>	<b>75 240</b>	<b>89 300</b>	<b>14 440</b>	<b>19.3%</b>
<b>Hors Compensation retraite &amp; subvention exceptionnelle</b>	<b>51 616</b>	<b>55 021</b>	<b>54 482</b>	<b>48 512</b>	<b>42 380</b>	<b>42 760</b>	<b>39 600</b>	<b>-2 780</b>	<b>-6.6%</b>

(en milliers d'euros)	Compte de résultat	Compte de résultat	Compte de résultat	Compte de résultat	Budget primitif	Prévision d'exécution	Budget Primitif	Ecart en montant	Ecart en %
	2 006	2007	2008	2009	2010	2010	2011	BP 2011 / BP 2010	BP 2011 / BP 2010
<b>CHARGES DE PERSONNEL C/64</b>									
Fonctionnaires & agents contractuels	298 818	313 698	332 037	347 159	360 280	350 390	358 920	-1 360	-0.4%
Ouvriers forestiers & emplois tûlés	97 046	104 090	109 923	106 348	108 730	111 100	115 190	6 460	5.9%
Autres personnels & Charges liées	20 844	10 500	6 536	7 859	7 990	8 510	8 590	600	7.5%
S/TOTAL	<b>416 707</b>	<b>428 288</b>	<b>448 496</b>	<b>461 366</b>	<b>477 000</b>	<b>470 000</b>	<b>482 700</b>	<b>5 700</b>	<b>1.2%</b>
<b>Masse salariale hors hausse cotisation retraite</b>	<b>416 707</b>	<b>418 255</b>	<b>422 594</b>	<b>420 435</b>	<b>431 280</b>	<b>424 920</b>	<b>433 600</b>	<b>2 320</b>	<b>0.5%</b>
		0.37%	1.04%	0.71%	2.58%	1.07%	0.54%		
<b>IMPÔTS ET TAXES C/63</b>									
Impôts fonciers	15 077	15 246	1 436	16 020	16 200	16 200	16 500	300	1.9%
Droits et taxes reversés	1	6	5	2	0	0	0	0	ns
Impôts s/ch. salariales (transport, CAA, CAPAH, FNAL)	1 476	2 754	2 165	2 292	2 200	2 200	2 600	400	18.2%
FAFSEA	17 915	18 802	18 727	18 177	18 800	17 500	17 250	-1 550	-8.2%
CVO (cotisation interprofessionnelle)	1 427	1 135	0	961	700	700	1 000	300	42.9%
Taxe d'apprentissage	508	496	360	464	400	400	400	0	0.0%
Autres	2 689	3 086	4 501	6 824	4 770	4 550	5 350	580	12.2%
S/TOTAL	<b>40 321</b>	<b>41 524</b>	<b>27 194</b>	<b>44 739</b>	<b>43 070</b>	<b>41 550</b>	<b>43 100</b>	<b>30</b>	<b>0.1%</b>
Total produits	633 089	700 841	700 072	623 586	695 000	691 840	739 500	44 500	6.4%
Total charges	595 746	624 271	645 921	653 375	686 470	681 950	703 800	17 330	2.5%
<b>EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>37 344</b>	<b>76 570</b>	<b>54 151</b>	<b>-29 790</b>	<b>8 530</b>	<b>9 890</b>	<b>35 700</b>	<b>27 170</b>	<b>318.5%</b>
<b>AUTRES PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION C/75</b>									
Produits communaux des ventes groupés	316	2 714	5 708	10 333	15 000	15 000	25 000	10 000	66.7%
Restitutions diverses	739	705	1 389	1 168	900	900	1 000	100	11.1%
Autres produits divers	275	114	372	376	100	100	200	100	100.0%
S/TOTAL	<b>1 330</b>	<b>3 534</b>	<b>7 469</b>	<b>11 876</b>	<b>16 000</b>	<b>16 000</b>	<b>26 200</b>	<b>10 200</b>	<b>63.8%</b>
<b>CHARGES DE GESTION COURANTE C/65</b>									
Ventes groupées - reversement quote part collectivités	220	2 756	5 708	10 336	15 000	15 000	25 000	10 000	66.7%
Pertes sur créances irrécouvrables	735	733	0	278	600	600	600	0	0.0%
Annulation recettes s/exercices antérieurs	4 141	3 860	4 190	3 125	2 000	3 000	2 900	900	45.0%
Autres charges	69	622	834	803	700	1 800	1 200	500	71.4%
S/TOTAL	<b>5 164</b>	<b>7 971</b>	<b>10 732</b>	<b>14 542</b>	<b>18 300</b>	<b>20 400</b>	<b>29 700</b>	<b>11 400</b>	<b>62.3%</b>
<b>REPRISE SUR PROVISION D'EXPLOITATION</b>									
Renouvellement de la forêt domaniale	0	1 133	3 133	25 427	4 300	4 300	4 300	0	0.0%
Contentieux	213	599	1 189	96	0	0	0	0	ns
Rémunération TPG s/ventes par adjudications	450	0	0	0	0	0	0	0	ns
Impôts	228	0	0	12 350	0	0	0	0	ns
Personnel	141	0	138	404	0	2 900	0	0	ns
Ch. Soc. sur Congés payés et primes ingénieurs	143	0	420	124	0	0	0	0	ns
Créances douteuses et gel de coupe	610	1 498	923	849	0	0	0	0	ns
Dépréciation de stocks	186	252	299	131	100	100	130	30	30.0%
S/TOTAL	<b>1 971</b>	<b>3 482</b>	<b>6 103</b>	<b>39 380</b>	<b>4 400</b>	<b>7 300</b>	<b>4 430</b>	<b>30</b>	<b>0.7%</b>
<b>REPRISE SUR AMORTISSEMENTS</b>	<b>293</b>	<b>89</b>	<b>173</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>ns</b>
<b>DOTATION AUX PROVISIONS D'EXPLOITATION</b>									
Renouvellement de la forêt domaniale	17 000	30 000	17 000	0	0	0	0	0	ns
Contentieux et gel budgétaire	330	1 204	30	91	0	0	2 120	2 120	ns
Impôts	156	0	12 350	0	0	0	0	0	ns
Personnel	303	521	179	81	0	0	0	0	ns
Créances douteuses et gel de coupe	0	3 917	1 186	1 284	0	0	0	0	ns
Dépréciation de stocks	252	299	131	154	100	100	130	30	ns
S/TOTAL	<b>18 040</b>	<b>35 941</b>	<b>30 876</b>	<b>1 609</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>2 250</b>	<b>2 150</b>	<b>2150.0%</b>
<b>DOTATION AUX AMORTISSEMENTS PROPRES ONF</b>	<b>18 624</b>	<b>19 517</b>	<b>20 845</b>	<b>23 398</b>	<b>24 000</b>	<b>25 300</b>	<b>26 400</b>	<b>2 400</b>	<b>10.0%</b>
<b>DOTATION AMORTISSEMENTS TRAVAUX DOMANIAUX</b>	<b>0</b>	<b>1 724</b>	<b>3 749</b>	<b>6 006</b>	<b>7 670</b>	<b>7 670</b>	<b>9 870</b>	<b>2 200</b>	<b>28.7%</b>

(en milliers d'euros)	Compte de résultat	Compte de résultat	Compte de résultat	Compte de résultat	Budget primitif	Prévision d'exécution	Budget Primitif	Ecart en montant	Ecart en %
	2 006	2007	2008	2009	2010	2010	2011	BP 2011 / BP 2010	BP 2011 / BP 2010
<b>TRANSFERT DE CHARGES</b>	<b>147</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Total produits	636 829	707 946	713 817	674 861	715 400	715 140	770 130	54 730	7.7%
Total charges	637 574	689 424	712 122	698 930	736 540	735 420	772 020	35 480	4.8%
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-744</b>	<b>18 522</b>	<b>1 695</b>	<b>-24 069</b>	<b>-21 140</b>	<b>-20 280</b>	<b>-1 890</b>	<b>19 250</b>	<b>ns</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS C/76</b>	<b>142</b>	<b>85</b>	<b>83</b>	<b>102</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>0.0%</b>
Reprise provision pour risque sur immobilisations financières	1	10	12	91	0	0	0	0	ns
<b>CHARGES FINANCIÈRES C/66</b>									
Intérêts d'emprunts	601	1 634	1 533	661	900	700	3 500	2 600	288.9%
Autres charges financières	707	991	475	137	200	200	200	0	0.0%
Total produits	143	95	95	193	100	100	100	0	0.0%
Total charges	1 308	2 625	2 008	798	1 100	900	3 700	2 600	236.4%
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>-1 165</b>	<b>-2 530</b>	<b>-1 913</b>	<b>-605</b>	<b>-1 000</b>	<b>-800</b>	<b>-3 600</b>	<b>-2 600</b>	<b>260.0%</b>
<b>PRODUITS CESSIONS D'ACTIF</b>	<b>4 273</b>	<b>3 366</b>	<b>2 750</b>	<b>3 273</b>	<b>10 000</b>	<b>2 500</b>	<b>8 000</b>	<b>-2 000</b>	<b>-20.0%</b>
<b>SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT</b>	<b>425</b>	<b>261</b>	<b>290</b>	<b>271</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>0</b>	<b>0.0%</b>
<b>REPRISES SUR PROVISIONS EXCEPTIONNELLES</b>									
Reconstitution de forêts	1 631	254	223	536	1 040	1 040	500	-540	ns
Amortissements dérogatoires	726	1 248	0	0	0	0	0	0	ns
S/TOTAL	2 357	1 502	223	536	1 040	1 040	500	-540	-51.9%
<b>AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>									
Remboursement de la taxe foncière sur propriétés non bâties		0	0	10 995	12 600	2 050	0	-12 600	-100.0%
Autres produits exceptionnels	1 868	1 732	5 745	2 755	3 000	3 200	3 000	0	0.0%
S/TOTAL	1 868	1 732	5 745	13 750	15 600	5 250	3 000	-12 600	-80.8%
<b>DOTATION AUX PROVISIONS EXCEPTIONNELLES</b>									
Reconstitution de forêts s/risques futurs	1 000	12 000	4 400	0	0	0	0	0	ns
Autres provisions	281	0	0	0	0	0	0	0	ns
Amortissements dérogatoires	349	0	0	0	0	0	0	0	ns
S/TOTAL	1 629	12 000	4 400	0	0	0	0	0	ns
<b>AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES C/67</b>									
Autres charges exceptionnelles	1 741	905	1 170	1 087	700	1 000	700	0	0.0%
Cessation anticipée d'activité ouvriers	1 718	1 034	3 420	4 309	4 800	5 600	6 400	1 600	33.3%
Valeur comptable éléments d'actifs cédés	440	355	682	1 111	300	300	300	0	0.0%
S/TOTAL	3 899	2 295	5 272	6 507	5 800	6 900	7 400	1 600	27.6%
Total produits	8 922	6 862	9 008	17 831	26 940	9 090	11 800	-15 140	-56.2%
Total charges	5 528	14 295	9 672	6 507	5 800	6 900	7 400	1 600	27.6%
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>3 394</b>	<b>-7 433</b>	<b>-664</b>	<b>11 324</b>	<b>21 140</b>	<b>2 190</b>	<b>4 400</b>	<b>-16 740</b>	<b>ns</b>
<b>RÉSULTAT AVANT IMPOTS</b>	<b>1 485</b>	<b>8 559</b>	<b>-882</b>	<b>-13 350</b>	<b>-1 000</b>	<b>-18 890</b>	<b>-1 090</b>	<b>-90</b>	<b>ns</b>
<b>IMPOSITION FORFAITAIRE ANNUELLE</b>	<b>170</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>110</b>	<b>110</b>	<b>110</b>	<b>ns</b>
Crédits d'impôt : recherche et taxe apprentissage	0	0	-1 403	-1 147	-1 000	-900	-1 200	-200	ns
Total produits	0	0	0	0	0	0	0	0	ns
Total charges	170	30	-1 403	-1 147	-1 000	-790	-1 090	-90	ns
Total général des produits	645 895	714 903	722 920	692 885	742 440	724 330	782 030	39 590	5.3%
Total général des charges	644 580	706 374	722 399	705 088	742 440	742 430	782 030	39 590	5.3%
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>1 315</b>	<b>8 529</b>	<b>521</b>	<b>-12 203</b>	<b>0</b>	<b>-18 100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>ns</b>

(en milliers d'euros)	Compte de résultat	Compte de résultat	Compte de résultat	Compte de résultat	Budget primitif	Prévision d'exécution	Budget Primitif	Ecart en montant	Ecart en %
	2 006	2007	2008	2009	2010	2010	2011	BP 2011 / BP 2010	BP 2011 / BP 2010

## Indicateurs de performance économique et financière (corrigés RGPP)

RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 315	8 529	521	-12 203	0	-18 100	0	0	ns
+ Dotation provision pour renouvellement de la forêt domaniale	17 000	30 000	17 000	0	0	0	0	0	ns
+ Autofinancement des MIG-MAP (contrat Etat-ONF)	0	3 000	5 000	7 000	9 000	9 000	10 000	1 000	11.1%
- Remboursement TFNB 2007 & subvention complémentaire MAP	0	0	0	0	0	0	0	0	ns
+ Ecart non compensé sur CAS pensions (calcul RGPP)	837	2 526	2 074	0	0	0	0	0	ns
+ Contribution sociale de solidarité (Organic)	0	0	864	809	0	0	0	0	ns
+ crédit d'impôt recherche	0	0	-1 288	-1 147	0	0	0	0	ns
- Reprise provision pour renouvellement de la forêt domaniale	0	-1 133	-3 133	-25 427	-4 300	-4 300	-4 300	0	0.0%
+ Dotation provision pour reconstitution de la forêt sur risques	1 000	12 000	4 400	0	0	0	0	0	ns
- Reprise provision pour reconstitution de la forêt sur risques	0	-254	-223	-536	-1 040	-1 040	-500	540	-51.9%
<b>PERFORMANCE FINANCIERE NETTE</b>	<b>20 152</b>	<b>54 668</b>	<b>25 214</b>	<b>-31 504</b>	<b>3 660</b>	<b>-14 440</b>	<b>5 200</b>	<b>1 540</b>	<b>42.1%</b>
Objectif lettre DB-DGFAR (minimum)		<b>23 000</b>	<b>25 000</b>	<b>27 000</b>	<b>29 000</b>	<b>29 000</b>	<b>31 000</b>		

VALEUR AJOUTÉE	442 755	481 465	449 457	390 283	453 740	446 200	472 200	18 460	4.1%
+ Subventions d'exploitation	51 616	64 918	80 385	86 032	74 860	75 240	89 300	14 440	19.3%
- Remboursement TFNB 2007 & subvention complémentaire MAP	0	0	0	0	0	0	0	0	ns
+ Ecart non compensé sur CAS pensions (calcul RGPP)	0	0	0	0	0	0	0	0	ns
- Subventions formation professionnelle (FAFSEA)	-17 444	-17 500	-17 500	-18 017	-18 000	-18 250	-18 000	700	-3.9%
<b>VALEUR AJOUTÉE "contrat" (référence contrat Etat-ONF)</b>	<b>476 927</b>	<b>528 883</b>	<b>512 342</b>	<b>458 299</b>	<b>510 600</b>	<b>503 190</b>	<b>543 500</b>	<b>32 900</b>	<b>6.4%</b>
MASSE SALARIALE	416 707	428 288	448 496	461 366	477 000	470 000	482 700	5 700	1.2%
+ Ecart non compensé sur CAS pensions (calcul RGPP)	837	2 526	2 074	0	0	0	0	0	ns
<b>MASSE SALARIALE</b>		<b>425 762</b>	<b>446 423</b>	<b>461 366</b>	<b>477 000</b>	<b>470 000</b>	<b>482 700</b>	<b>5 700</b>	<b>1.2%</b>
<b>VALEUR AJOUTÉE "contrat" / MASSE SALARIALE</b>	<b>114.5%</b>	<b>124.2%</b>	<b>114.8%</b>	<b>99.3%</b>	<b>107.0%</b>	<b>107.1%</b>	<b>112.6%</b>	<b>5.6%</b>	<b>5.2%</b>
Objectif lettre DB-DGFAR (minimum)		<b>114.0%</b>	<b>114.5%</b>	<b>115.0%</b>	<b>116.0%</b>	<b>116.0%</b>	<b>117.0%</b>		

RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 315	8 529	521	-12 203	0	-18 100	0	0	ns
- Remboursement TFNB 2007 & subvention complémentaire MAP	0	0	0	0	0	0	0	0	ns
+ Ecart non compensé sur CAS pensions (calcul RGPP)	0	0	0	0	0	0	0	0	ns
+ (C 68) Dotations aux amortissements et aux provisions	38 293	69 285	59 870	31 012	31 770	33 070	38 520	0	0.0%
- (C 78) Reprises sur amortissements et provisions	-4 621	-5 083	-6 510	-40 026	-5 440	-8 340	-4 930	510	-9.4%
- (C 777) Quote-part des subventions d'invest virée au résultat	-425	-261	-290	-271	-300	-300	-300	0	0.0%
+ (C 675) Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	440	355	682	1 111	300	300	300	0	0.0%
- (C 775) Produits des cessions d'éléments d'actifs	-4 273	-3 366	-2 750	-3 273	-10 000	-2 500	-8 000	2 000	-20.0%
<b>= CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>30 729</b>	<b>69 459</b>	<b>51 523</b>	<b>-23 650</b>	<b>16 330</b>	<b>4 130</b>	<b>25 590</b>	<b>9 260</b>	<b>56.7%</b>
Investissements en forêt domaniale	25 771	30 365	33 890	22 016	34 000	33 000	35 000	1 000	2.9%
Investissements propres ONF & travaux touristiques + bâtiments	21 863	27 838	33 865	37 466	44 700	35 760	43 200	-1 500	-3.4%
<b>INVESTISSEMENTS</b>	<b>47 634</b>	<b>58 203</b>	<b>67 755</b>	<b>59 482</b>	<b>78 700</b>	<b>68 760</b>	<b>78 200</b>	<b>-500</b>	<b>-0.6%</b>
<b>CAF / INVESTISSEMENTS</b>	<b>64.5%</b>	<b>119.3%</b>	<b>76.0%</b>	<b>-39.8%</b>	<b>20.7%</b>	<b>6.0%</b>	<b>32.7%</b>		
<b>Cumul &gt;2006 CAF / Cumul &gt;2006 Investissements</b>	<b>64.5%</b>	<b>97.8%</b>	<b>90.5%</b>	<b>54.9%</b>	<b>46.3%</b>	<b>43.8%</b>	<b>43.6%</b>		
Objectif lettre DB-DGFAR (minimum)		<b>60.0%</b>	<b>60.0%</b>	<b>60.0%</b>	<b>60.0%</b>	<b>60.0%</b>	<b>60.0%</b>		

Endettement financier = Trésor Passif + emprunt MLT	113 040	82 819	129 635	186 807	303 806	303 806	315 083	11 277	3.7%
Capitaux Propres = Capital + Réserves + Provisions - FD en dotation	149 811	226 984	226 984	172 982	168 082	146 642	165 402	-2 680	-1.6%
<b>ENDETTEMENT FINANCIER / CAPITAUX PROPRES</b>	<b>75.5%</b>	<b>36.5%</b>	<b>57.1%</b>	<b>108.0%</b>	<b>180.7%</b>	<b>207.2%</b>	<b>190.5%</b>		
Objectif lettre DB-DGFAR (maximum)	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>		

Cotisation retraite fonctionnaires	48 338	58 371	74 240	89 269	94 060	93 420	97 450	3 390	3.6%
Hausse / 2006	0	10 033	25 902	40 931	45 720	45 080	49 100	3 380	7.4%
Compensation MAP	0	9 898	25 902	18 520	18 680	18 680	18 700	20	0.1%
<b>Autofinancement ONF s/supplément pensions civiles / 33%</b>	<b>0</b>	<b>136</b>	<b>0</b>	<b>22 411</b>	<b>27 040</b>	<b>26 400</b>	<b>30 400</b>	<b>3 360</b>	<b>12.4%</b>

<b>Taux des pensions civiles</b>	<b>33.00%</b>	<b>39.50%</b>	<b>50.00%</b>	<b>60.76%</b>	<b>62.47%</b>	<b>62.47%</b>	<b>65.72%</b>	<b>3.25%</b>	<b>5.2%</b>
----------------------------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	--------------	-------------

Tableau 3 : Compte de résultat prévisionnel détaillé (à 3 chiffres)

## INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

charges décaissables		en euros				produits encaissables		en euros			
N° des postes	Intitulé des postes de charges	Exécution 2009	Budget 2010	Prevision d'exécution 2010	Budget 2011	N° des postes	Intitulés des postes de produits	Exécution 2009	Budget 2010	Prevision d'exécution 2010	Budget 2011
<b>60</b>	<b>Achats</b>	<b>93 185 398</b>	<b>118 070 000</b>	<b>105 040 000</b>	<b>120 000 000</b>	<b>70</b>	<b>Ventes de produits, prestations de services, marchandises</b>	<b>508 391 694</b>	<b>581 700 000</b>	<b>575 900 000</b>	<b>609 600 000</b>
x 601	Achats stockés - Matières premières (et fournitures)	0	0	0	0	x 701	Ventes de produits finis	160 715 120	217 600 000	225 300 000	243 490 000
x 602	Achats stockés - Autres approvisionnements	0	0	0	0	x 702	Ventes de produits intermédiaires	0	0	0	0
x 603	Variation des stocks (approvisionnement et marchandises)	791 656	0	0	50 000	x 703	Ventes de produits résiduels	0	0	0	0
x 604	Achats d'études et prestations de service	1 870 762	1 400 000	1 390 000	2 860 000	x 704	Travaux	95 391 994	107 900 000	98 500 000	104 490 000
x 605	Achats de matériel, équipements et travaux	55 861 815	73 440 000	64 710 000	75 830 000	x 705	Études	16 786 842	18 400 000	16 800 000	17 850 000
x 606	Achats non stockés de matières et fournitures	27 601 420	33 900 000	31 590 000	34 800 000	x 706	Prestations de services	227 985 036	230 800 000	228 800 000	236 770 000
x 607	Achats de marchandises	7 059 745	9 330 000	7 350 000	6 460 000	x 707	Vente de marchandises	3 904 655	3 500 000	3 500 000	3 500 000
x 609	Rabais, Remises et ristournes obtenus sur achats	0	0	0	0	x 708	Produits des activités annexes	3 608 048	3 500 000	3 000 000	3 500 000
						x 709	Rabais, remises et ristournes accordés par l'établissement	0	0	0	0
<b>61</b>	<b>Services extérieurs</b>	<b>30 250 833</b>	<b>27 380 000</b>	<b>35 700 000</b>	<b>33 720 000</b>	<b>71</b>	<b>Production stockée (ou destockage)</b>	<b>6 954 902</b>	<b>-160 000</b>	<b>3 700 000</b>	<b>1 000 000</b>
x 611	Sous-traitance générale	9 445 797	7 700 000	10 560 000	10 730 000	x 713	Variation des stocks (en-cours de production, produits)	6 954 902	-160 000	3 700 000	1 000 000
x 612	Redevances de crédit bail	75 856	10 000	10 000	10 000						
x 613	Locations	7 431 341	7 380 000	8 620 000	8 550 000						
x 614	Charges locatives et de co-propriété	653 606	700 000	1 000 000	600 000						
x 615	Entretien et réparations	8 419 066	8 100 000	11 390 000	9 350 000						
x 616	Primes d'assurances	1 231 191	1 300 000	1 740 000	1 290 000						
x 617	Etudes et recherches	2 433 214	1 390 000	1 860 000	2 290 000						
x 618	Divers	560 761	800 000	520 000	900 000						
x 619	Rabais, Remises et ristournes obtenus sur services extérieurs	0	0	0	0						
<b>62</b>	<b>Autres services extérieurs</b>	<b>23 833 672</b>	<b>20 950 000</b>	<b>29 660 000</b>	<b>24 280 000</b>	<b>72</b>	<b>Production immobilisée</b>	<b>22 206 685</b>	<b>38 600 000</b>	<b>37 000 000</b>	<b>39 600 000</b>
x 621	Personnel extérieur à l'établissement	261 201	300 000	440 000	340 000	x 721	Immobilisations incorporelles	0	4 600 000	4 000 000	4 600 000
x 622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 559 471	1 700 000	1 700 000	1 850 000	x 722	Immobilisations corporelles	22 206 685	34 000 000	33 000 000	35 000 000
x 623	Publicité, publications, relations publiques	738 677	800 000	1 070 000	860 000						
x 624	Transports de biens et transports collectifs du personnel	5 151 673	1 700 000	5 000 000	2 440 000						
x 625	Déplacements, missions et réceptions	7 614 710	7 250 000	9 930 000	7 970 000						
x 626	Frais postaux et de télécommunications	6 633 606	6 500 000	9 090 000	7 840 000						
x 627	Services bancaires et assimilés	62 054	100 000	30 000	90 000						
x 628	Divers	1 812 280	2 600 000	2 400 000	2 890 000						
x 629	Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs	0	0	0	0						
<b>63</b>	<b>Impôts - Taxes et versements assimilés</b>	<b>44 739 358</b>	<b>43 070 000</b>	<b>41 550 000</b>	<b>43 100 000</b>						
x 631	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	150 110	110 000	150 000	150 000						
x 633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	21 642 066	21 640 000	21 640 000	21 640 000						
x 635	Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts)	18 106 500	18 110 000	17 620 000	17 620 000						
x 637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	4 840 682	3 210 000	2 140 000	3 690 000						
<b>64</b>	<b>Charges de personnel</b>	<b>461 366 082</b>	<b>477 000 000</b>	<b>470 000 000</b>	<b>482 700 000</b>	<b>74</b>	<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>86 032 325</b>	<b>74 860 000</b>	<b>75 240 000</b>	<b>89 300 000</b>
x 641	Rémunérations du personnel	308 894 514	375 940 000	368 070 000	379 970 000	x 741	Etat	49 395 271	36 660 000	35 440 000	50 200 000
						x 742	Régions	1 760 839	2 000 000	2 000 000	2 000 000
						x 743	Départements	7 827 230	7 000 000	7 000 000	7 000 000
						x 744	Collectivités publiques et organismes internationaux	5 659 191	4 340 000	4 320 000	4 320 000
x 645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	147 185 374	94 060 000	93 420 000	97 450 000	x 745	Fonds de concours	0	0	0	0
x 647	Autres charges sociales	5 253 049	4 800 000	5 850 000	5 250 000	x 746	Dons et legs	208 500	100 000	100 000	100 000
x 648	Autres charges de personnel	33 146	2 200 000	2 660 000	30 000	x 748	Autres subventions d'exploitation	21 181 293	24 760 000	26 380 000	25 680 000
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>14 542 354</b>	<b>18 300 000</b>	<b>20 400 000</b>	<b>29 700 000</b>	<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>11 876 306</b>	<b>16 000 000</b>	<b>16 000 000</b>	<b>26 200 000</b>

Tableau 3 : Compte de résultat prévisionnel détaillé (à 3 chiffres)

## INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

charges décaissables		en euros				produits encaissables		en euros			
N° des postes	Intitulé des postes de charges	Exécution 2009	Budget 2010	Prevision d'exécution 2010	Budget 2011	N° des postes	Intitulés des postes de produits	Exécution 2009	Budget 2010	Prevision d'exécution 2010	Budget 2011
x 651	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés	773 119	195 000	195 000	195 000	x 751	Redevances pour concessions, brevets, licences...	4 055	10 000	10 000	10 000
x 652	Contrôle d'Etat	0	0	0	0	x 752	Revenus des immeubles non affectés aux activités professionnelles	0	0	0	0
x 653	Jetons de présence	2 317	5 000	5 000	5 000	x 753	Jetons de présence et rémunérations d'administrateurs, gérants	0	0	0	0
x 654	Pertes sur créances irrécouvrables	278 014	600 000	600 000	600 000	x 755	Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun	0	0	0	0
x 655	Quote part de résultat sur opérations faites en commun	0	0	0	0	x 757	Produits spécifiques	10 332 724	15 200 000	15 000 000	25 000 000
x 657	Charges spécifiques	10 335 764	15 000 000	15 000 000	25 000 000	x 758	Produits divers de gestion courante	1 539 527	790 000	990 000	1 190 000
x 658	Charges diverses de gestion courante	3 153 139	2 500 000	4 600 000	3 900 000						
	<b>66 Charges financières</b>	<b>797 598</b>	<b>1 100 000</b>	<b>900 000</b>	<b>3 700 000</b>		<b>76 Produits financiers</b>	<b>102 046</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>
x 661	Charges d'intérêts	660 775	900 000	700 000	3 500 000	x 761	Produits de participations	105	0	0	0
x 664	Pertes sur créances liées à des participations	0	0	0	0	x 762	Produits des autres immobilisations financières	2 998	0	0	0
x 665	Escomptes accordés	136 689	200 000	200 000	200 000	x 763	Revenus des autres créances	24 862	20 000	20 000	20 000
x 666	Pertes de change	20	0	0	0	x 764	Revenus des valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
x 667	Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	x 765	Escomptes obtenus	0	0	0	0
x 668	Autres charges financières	114	0	0	0	x 766	Gains de change	0	0	0	0
	<b>67 Charges exceptionnelles</b>	<b>6 507 237</b>	<b>5 800 000</b>	<b>6 900 000</b>	<b>7 400 000</b>	x 767	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 154	5 000	5 000	5 000
x 671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 533 940	4 700 000	5 800 000	6 300 000	x 768	Autres produits financiers	72 927	75 000	75 000	75 000
x 672	Charges sur exercices antérieurs	0	0	0	0		<b>77 Produits exceptionnels</b>	<b>17 294 693</b>	<b>25 900 000</b>	<b>8 050 000</b>	<b>11 300 000</b>
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	1 111 039	300 000	300 000	300 000	x 771	Sur opérations de gestion	12 236 443	14 100 000	3 550 000	1 500 000
x 678	Autres charges exceptionnelles	862 259	800 000	800 000	800 000	x 772	Produits sur exercices antérieurs	0	0	0	0
	<b>68 Dotations aux amortissements &amp; aux provisions</b>	<b>31 012 334</b>	<b>31 770 000</b>	<b>33 070 000</b>	<b>38 520 000</b>	x 775	Produits de cessions d'éléments d'actif	3 273 266	10 000 000	2 500 000	8 000 000
681	Dotations amortissements et provisions - Charges d'exploitation	31 012 334	31 770 000	33 070 000	38 520 000	776	Neutralisation des amortissements	0	0	0	0
686	Dotations amortissements et provisions - Charges financières	0	0	0	0	777	Quote part de subventions d'investissements virées au résultat	271 415	300 000	300 000	300 000
687	Dotations amortissements et provisions - Charges exceptionnelles	0	0	0	0	x 778	Autres produits exceptionnels	1 513 568	1 500 000	1 700 000	1 500 000
	<b>69 Participation des salariés - impôt sur les bénéfices &amp; ass</b>	<b>-1 147 170</b>	<b>-1 000 000</b>	<b>-790 000</b>	<b>-1 090 000</b>		<b>78 Reprise sur amortissements et provisions</b>	<b>40 025 878</b>	<b>5 440 000</b>	<b>8 340 000</b>	<b>4 930 000</b>
x 691	Participation des salariés aux résultats	0	0	0	0	781	Reprises sur amortissements et provisions	39 399 090	4 400 000	7 300 000	4 430 000
x 695	Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0	786	Reprises sur provisions pour risques	90 651	0	0	0
x 697	Imposition forfaitaire annuelle des sociétés	0	0	110 000	110 000	787	Reprises sur provisions	536 137	1 040 000	1 040 000	500 000
x 699	Crédits d'impôts	-1 147 170	-1 000 000	-900 000	-1 200 000		<b>79 Transferts de charges</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>705 087 696</b>	<b>742 440 000</b>	<b>742 430 000</b>	<b>782 030 000</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>692 884 528</b>	<b>742 440 000</b>	<b>724 330 000</b>	<b>782 030 000</b>
	<b>EXCEDENT DE L'EXERCICE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>DEFICIT DE L'EXERCICE</b>	<b>12 203 168</b>	<b>0</b>	<b>18 100 000</b>	<b>0</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>705 087 696</b>	<b>742 440 000</b>	<b>742 430 000</b>	<b>782 030 000</b>		<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>705 087 696</b>	<b>742 440 000</b>	<b>742 430 000</b>	<b>782 030 000</b>
	Total des charges décaissables (a)	672 964 324	710 370 000	709 060 000	743 210 000		Total des produits encaissables (b)	652 587 235	736 700 000	715 690 000	776 800 000
	<b>Capacité d'autofinancement (b) - (a) - c/775</b>	<b>-23 650 355</b>	<b>16 330 000</b>	<b>4 130 000</b>	<b>25 590 000</b>						

**Tableau 4 : Capacité d'autofinancement**

	Réalisé	Budget	Prev exé	Budget
	2009	2010	2010	2011
<b>RÉSULTAT PRÉVISIONNEL DE L'EXERCICE</b>	<b>-12 203</b>	<b>0</b>	<b>-18 100</b>	<b>0</b>
+ (C 68) Dotations aux amortissements et aux provisions	31 012	31 770	33 070	38 520
- (C 78) Reprises sur amortissements et provisions	-40 026	-5 440	-8 340	-4 930
- (C 777) Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat	-271	-300	-300	-300
+ (C 675) Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	1 111	300	300	300
- (C 775) Produits des cessions d'éléments d'actifs	-3 273	-10 000	-2 500	-8 000
<b>= CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>-23 650</b>	<b>16 330</b>	<b>4 130</b>	<b>25 590</b>

**Tableau 5 : Tableau de financement prévisionnel détaillé**

(en milliers d'euros)

EMPLOIS	Comptes	BP	Prev exé	BP	RESSOURCES	Comptes	BP	Prev exé	BP
	2009	2010	2010	2011		2009	2010	2010	2011
INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT	23 650	0	0	0	CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	0	16 330	4 130	25 590
<b>Investissements en forêts domaniales</b>	21 798	34 000	33 000	35 000					
<b>Forêts domaniales remises en gestion</b>	1 371				<b>Subventions d'investissement</b>	3 066	300	300	300
<b>Investissements forestiers subventionnés (travaux touristiques, DOM &amp; métropole)</b>		4 600	3 680	4 600	<b>Autres ressources (hors opérations d'ordres intégrées à la CAF):</b>				
<b>Investissements propres O.N.F</b>	<b>37 477</b>	<b>40 100</b>	<b>32 080</b>	<b>38 600</b>					
- Matériel	17 747	18 100	14 480	16 600	<b>Subventions d'investissement sur travaux</b>		4 600	3 680	4 600
* dont matériel de chantier		15 000	12 000	12 000	<b>Augmentation des capitaux propres</b>	1 265	0	0	0
* dont véhicules de liaison		2 500	2 000	4 000					
* dont matériel de bureau		600	480	600					
- Informatique	8 300	9 000	7 200	9 000					
- Immobilier	11 430	13 000	10 400	13 000					
* dont locaux d'habitation		5 000	4 000	5 000					
* dont locaux administratifs		6 000	4 800	4 500					
* dont locaux techniques		2 000	1 600	3 500					
<b>Prêts accordés aux personnels et organismes collecteurs</b>	3 863	4 540	4 540	3 590	<b>Remboursement de prêts</b>	2 407	2 300	2 300	2 300
<b>Participations et autres immobilisations financières</b>	7 500	5 000	5 000	0	<b>Aliénations ou cessions d'immobilisations</b>	3 273	10 000	2 200	8 000
<b>Remboursements des dettes financières</b>	0	0	17 000	0	<b>Augmentation des dettes financières</b>	30 199	8 800	30 000	41 000
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>95 660</b>	<b>88 240</b>	<b>95 300</b>	<b>81 790</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>40 211</b>	<b>42 330</b>	<b>42 610</b>	<b>81 790</b>
<b>APPORT AU FONDS DE ROULEMENT (7) = (6) - (5)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>PRÉLÈVEMENT SUR LE FONDS DE ROULEMENT (8) = (5) - (6)</b>	<b>55 449</b>	<b>45 910</b>	<b>52 690</b>	<b>0</b>

**TABLEAU COMPLÉMENTAIRE**

	Comptes	BP	Prev exé	BP
	2009	2010	2010	2011
<b>APPORT (7) ou PRÉLEVEMENT (8) sur le FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>-55 449</b>	<b>-45 910</b>	<b>-52 690</b>	<b>0</b>
<b>Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>-20 627</b>	<b>78 423</b>	<b>4 520</b>	<b>16 200</b>
<b>Variation de la TRÉSORERIE</b>	<b>-34 822</b>	<b>-132 693</b>	<b>-57 210</b>	<b>-16 200</b>
<b>Niveau du FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>18 359</b>	<b>-27 551</b>	<b>-34 331</b>	<b>-34 331</b>
<b>Niveau du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>115 781</b>	<b>194 204</b>	<b>120 301</b>	<b>136 501</b>
<b>Niveau de la TRÉSORERIE</b>	<b>-97 421</b>	<b>-221 754</b>	<b>-154 631</b>	<b>-170 831</b>
<b>Couverture par emprunt moyen terme :</b>	<b>-90 252</b>	<b>-82 052</b>	<b>-103 252</b>	<b>-144 252</b>
<b>Besoin de financement total :</b>	<b>-187 673</b>	<b>-303 806</b>	<b>-257 883</b>	<b>-315 083</b>

**TABLEAU 6 : TABLEAU DES EMPLOIS**

	FINANCEMENT SUR SCSP OU SUR TAXES AFFECTÉES		FINANCEMENT SUR AUTRES RESSOURCES		TOTAL 2011	
	ETPT	masse salariale	ETPT	masse salariale	ETPT	masse salariale
<b>EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR L'OPÉRATEUR (1+2)</b>	<b>2 513</b>	<b>141 686</b>	<b>7 350</b>	<b>341 014</b>	<b>9 863</b>	<b>482 700</b>
<b>1- TITULAIRES</b>	<b>2 377</b>	<b>134 017</b>	<b>3 652</b>	<b>209 106</b>	<b>6 029</b>	<b>343 123</b>
* Titulaires État (emplois et crédits inscrits au budget de l'opérateur <u>avec CAP déconcentrée dans l'opérateur</u> )	192	10 848	296	16 668	488	27 515
* Titulaires opérateurs (corps propres)						
- en fonction dans l'opérateur :						
. Titulaires État détachés dans un corps opérateur (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'opérateur)	25	1 423	39	2 186	64	3 609
. Titulaires opérateurs (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'opérateur)	2 149	121 191	3 303	186 215	5 452	310 590
- en fonction dans une autre personne publique :						
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'opérateur - affectations ou MAD non remboursées	4	222	6	342	10	564
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'opérateur - MAD remboursées	6	333	9	512	15	846
<b>2- NON TITULAIRES</b>	<b>136</b>	<b>7 669</b>	<b>3 698</b>	<b>131 908</b>	<b>3 834</b>	<b>139 577</b>
* Non titulaires de droit public	136	7 669	209	11 784	345	19 452
- en fonction dans l'opérateur :						
. Contractuels sous statut						
CDI	0		0		0	
CDD	0		0		0	
. Contractuels hors statut						
CDI	101	5 668	154	8 710	255	14 378
CDD	35	1 978	54	3 040	89	5 018
. Titulaires État détachés dans un emploi de contractuel de l'opérateur (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'opérateur)						
- en fonction dans une autre personne publique :						
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'opérateur - affectations ou MAD non remboursées	0	0	0	0	0	0
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'opérateur - MAD remboursées	0,4	22	0,6	34	1	56
* Non titulaires de droit privé	0	0	3 489	120 124	3 489	120 124
- en fonction dans l'opérateur :						
CDI	0	0	2 819	97 056	2 819	97 056
CDD	0	0	654	22 517	654	22 517
- en fonction dans une autre personne publique :						
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'opérateur - affectations ou MAD non remboursées	0	0	0	0	0	0
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'opérateur - MAD remboursées	0	0	16	551	16	551

**TABLEAU 7 : présentation des dépenses par destination**

Budget 2011 en milliers d'euros	LFI 2011	Dépenses de l'opérateur			
		Personnel (1)	Fonctionnement (2)	Investissement (3)	Total
<b>Forêt publique</b>	<b>167 700</b>	<b>327 700</b>	<b>165 200</b>	<b>65 300</b>	<b>558 200</b>
<b>Forêt domaniale</b>	<b>23 700</b>	<b>186 200</b>	<b>133 500</b>	<b>52 700</b>	<b>372 400</b>
. dont MAAP-149-2 (pensions civiles (4)+ subvention exceptionne	23 700	4 500	5 700	0	10 200
. dont ONF		181 700	127 800	52 700	362 200
<b>Forêt communale</b>	<b>144 000</b>	<b>141 500</b>	<b>31 700</b>	<b>12 600</b>	<b>185 800</b>
. MAAP-149-2 (Régime forestier)	144 000	141 500	31 700	12 600	185 800
<b>Missions d'intérêt général</b>	<b>20 460</b>	<b>48 900</b>	<b>39 600</b>	<b>4 000</b>	<b>92 500</b>
. dont MAAP-149-4 (RTM, DFCI, Dunes, DAF DOM) (5)	17 330	20 200	8 300	1 800	30 300
. dont MEEDDM-113-7 (50 Pas, Réserves biologiques, Marly-Rambouillet, Natura 2000)	1 780	4 400	2 300	200	6 900
. dont MEEDDM-181-10 (Base de données risques en montagne)	1 350	1 800	700	100	2 600
. dont ONF		22 500	28 300	1 900	52 700
<b>Concurrentiel</b>	<b>0</b>	<b>106 100</b>	<b>58 300</b>	<b>8 900</b>	<b>173 300</b>
. dont ONF		106 100	58 300	8 900	173 300
<b>Total</b>	<b>188 160</b>	<b>482 700</b>	<b>263 100</b>	<b>78 200</b>	<b>824 000</b>

(1) : personnel = comptes 64 y compris les autres charges sociales et de personnel (APAS, œuvres sociales, médecine du travail,...)

(2) : montant hors amortissements et dotation à la provision pour renouvellement de la forêt domaniale

(3) : investissements hors investissements financiers ventilés par les clés de la comptabilité analytique

(4) : les charges s/hausse des pensions civiles (compensation MAP sur le 149-2) sont ventilées sur l'ensemble des dépenses de personnel ainsi que la subvention exceptionnelle de crise (5 M€)

(5) : conventions nationales + part des travaux RTM confiés par les DDAF à l'ONF (env. 8,6 M€)

Récapitulatif par action de l'Etat	LFI 2011	Personnel	Fonctionnement	Investissement	Total
MAAP-149-2 (régime forestier et patrimonial forestier domaniale)	167 700	146 000	37 400	12 600	196 000
MAAP-149-4 (prévention des risques et protection de la forêt)	17 330	20 200	8 300	1 800	30 300
MEEDDM-113-7 (gestion des milieux et biodiversité)	1 780	4 400	2 300	200	6 900
MEEDDM-181-10 (prévention des risques naturels et hydrauliques)	1 350	1 800	700	100	2 600
ONF		310 300	214 400	63 500	588 200
<b>Total</b>	<b>188 160</b>	<b>482 700</b>	<b>263 100</b>	<b>78 200</b>	<b>824 000</b>

**TABLEAU 8 : IMMOBILISATIONS ET DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS**

En milliers d'euros

Description de l'immobilisation	Valeur brute (ou valeur d'acquisition)	VB nveaux invest nettes des sorties	Valeur brute	Cumul des amortissements	Dotations aux amortissements	Dotations aux amortissements prévue en BP	Valeur nette prévue 31/12/2011
	2009	2010+2011	à fin 2011	années < 2010	année 2010	année 2011	année 2011
<b>I - Immobilisations incorporelles</b>	0	0	0	0	0	0	0
<b>II - Immobilisations corporelles</b>	<b>9 624 876</b>	<b>146 960</b>	<b>9 771 836</b>	<b>279 965</b>	<b>32 970</b>	<b>36 270</b>	<b>9 422 630</b>
Locaux administratifs	34 477	8 000	42 477	43 319	3 000	3 200	-7 042
Locaux techniques	3 702	5 100	8 802	7 490	800	900	-388
Maisons forestières	29 819	8 300	38 119	85 784	4 000	4 300	-55 965
Locaux divers	2 469	2 000	4 469	9 777	990	1 030	-7 328
Encours	9 843	0	9 843	0	0	0	9 843
Forêts domaniales	9 488 825	0	9 488 825	0	0	0	9 488 825
Investissements en forêt domaniale		76 280	76 280	11 483	7 670	9 870	47 257
Divers	372	0	372	161	10	20	181
Matériel informatique	17 524	16 200	33 724	36 626	3 500	3 900	-10 302
Matériel bureautique	2 575	1 080	3 655	9 200	2 500	2 300	-10 345
Matériel de transport	21 893	6 000	27 893	52 366	7 000	7 150	-38 623
Matériel de production	13 376	24 000	37 376	23 759	3 500	3 600	6 517
Matériel en cours	0	0	0	0	0	0	0
<b>III - Immobilisations financières</b>	<b>24 440</b>	<b>5 000</b>	<b>29 440</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29 440</b>
<b>Total</b>	<b>9 649 316</b>	<b>151 960</b>	<b>9 801 276</b>	<b>279 965</b>	<b>32 970</b>	<b>36 270</b>	<b>9 452 071</b>

**TABLEAU 9: PLAN DE TRÉSORERIE 2011, BESOIN DE FINANCEMENT BANCAIRE TOTAL**

en K€ TTC	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total annuel
<b>(1) SOLDE INITIAL (début de mois)</b>	-257 833	-99 336	-143 590	-169 143	-195 746	-217 000	-243 233	-254 296	-267 750	-271 973	-293 476	-299 873	
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
<b>Exploitation</b>													
Chiffre d'affaires	172 600	35 000	33 490	36 000	42 000	40 000	58 690	47 800	48 000	49 060	54 000	53 000	669 640
<i>dont versement compensateur</i>	129 600						14 400						144 000
<i>dont missions d'intérêt général MAP</i>			3 793			3 793			3 793				11 380
Contributions publiques (subv. exploit)	47 330	0	500	18 000	0	0	2 370	0	0	0	0	300	68 500
<i>dont contribution retraites</i>	42 830						1 870						44 700
<i>dont subv de crise &amp; reconstitution FD</i>	4 500		500				500						5 500
<i>dont bail emphytéotique</i>												300	300
Produits exceptionnels & divers	20	0	0	0	0	20	680	0	2 630	2 690	3 957	6 840	16 837
<b>Hors exploitation</b>													
Cessions d'immobilisations	417	417	417	417	417	417	417	417	417	417	417	417	5 000
Subventions d'investissement	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	360
Prêts aux organismes collecteurs	0	0	0	1 050	0	0	0	0	0	0	0	1 260	2 310
Emprunts à moyen et long terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
<b>A. TOTAL</b>	<b>220 397</b>	<b>35 447</b>	<b>34 437</b>	<b>55 497</b>	<b>42 447</b>	<b>40 467</b>	<b>62 187</b>	<b>48 247</b>	<b>51 077</b>	<b>52 197</b>	<b>58 404</b>	<b>61 847</b>	<b>762 647</b>
<b>DÉCAISSEMENTS</b>													
<b>Exploitation</b>													
Charges externes	37 700	18 700	8 700	16 700	11 700	9 700	20 700	15 700	12 100	15 700	17 700	20 700	205 800
Charges de personnel	19 700	38 700	42 700	41 700	46 700	41 700	43 700	40 700	37 700	38 700	40 700	46 700	479 400
Impôts et taxes (y/c TVA)	0	18 000	2 000	19 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	15 000	2 000	4 000	67 000
Charges exceptionnelles et divers	200	0	0	400	0	0	500	0	200	0	100	0	1 400
<b>Hors exploitation</b>													
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	4 300	4 300	4 300	4 300	4 300	4 300	4 300	4 300	4 300	4 300	4 300	4 300	51 600
Participations et Immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Remboursement d'emprunts		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Impot sur les sociétés	0	0	110	0	0	0	0	0	0	0	0	0	110
Prêts aux personnels et organismes collecteurs	0	0	2 180	0	0	0	1 050	0	0	0	0	1 310	4 540
Bail emphytéotique	0	0	0	0	0	10 000	0	0	0	0	0	0	10 000
<b>B. TOTAL</b>	<b>61 900</b>	<b>79 700</b>	<b>59 990</b>	<b>82 100</b>	<b>63 700</b>	<b>66 700</b>	<b>73 250</b>	<b>61 700</b>	<b>55 300</b>	<b>73 700</b>	<b>64 800</b>	<b>77 010</b>	<b>819 850</b>
<b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>	<b>158 497</b>	<b>- 44 253</b>	<b>- 25 553</b>	<b>- 26 603</b>	<b>- 21 253</b>	<b>- 26 233</b>	<b>- 11 063</b>	<b>- 13 453</b>	<b>- 4 223</b>	<b>- 21 503</b>	<b>- 6 396</b>	<b>- 15 163</b>	<b>- 57 203</b>
<b>SOLDE CUMULÉ (1) + (2)</b>	<b>- 99 336</b>	<b>- 143 590</b>	<b>- 169 143</b>	<b>- 195 746</b>	<b>- 217 000</b>	<b>- 243 233</b>	<b>- 254 296</b>	<b>- 267 750</b>	<b>- 271 973</b>	<b>- 293 476</b>	<b>- 299 873</b>	<b>- 315 036</b>	<b>- 230 871</b>

**TABLEAU 10 : DÉPENSES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATION**

**TABLEAU 10-A : Analyse des moyens financiers**

	Exécution 2009	Budget 2010	Exécution 2010	Budget 2011
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>9 773</b>	<b>9 000</b>	<b>7 200</b>	<b>9 000</b>
Achat de matériel	2 347	2 370	1 600	4 300
Droit d'usage des logiciels et progiciels	4 575	3 530	1 500	900
Prestations de service (conception - développement de logiciels)	2 852	3 100	4 100	3 800
<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 980</b>	<b>8 900</b>	<b>5 704</b>	<b>8 560</b>
<b>Matériel</b>				
- Location				
- Crédit bail				
Entretien des matériels	94	200	52	250
<b>Coût des réseaux</b>		60		
- voix				
- données		2 200		1 800
Licences des logiciels et progiciels	500	500	576	
Maintenance des logiciels				
Prestations de service	3 386	5 680	5 017	6 510
Formation informatique		0	0	
Fourniture et consommables		100		
Divers (Documentation, transport, aménagement, câblage...)		160	59	
<b>Total pour l'année</b>	<b>13 753</b>	<b>17 900</b>	<b>12 904</b>	<b>17 560</b>
Reports (1)	0	0	0	0
<b>TOTAL besoin financier sur l'année</b>	<b>13 753</b>	<b>17 900</b>	<b>12 904</b>	<b>17 560</b>
Charges liées à l'occupation des locaux				
Charges s/fonctionnement courant des services informatiques				
Dépense Personnels des services informatiques				

(1) : Indiquer les natures de dépenses de l'année précédente supportée par les reports

**TABLEAU 10-B : Parcs équipements et licences**

ETAT ÉQUIPEMENTS	Année 2009	Année 2010	Année 2011	Année 2012
Nombre de gros systèmes	0	0	0	0
Nombre de serveurs	300	300	300	300
Nombre de postes de travail	7 000	7 000	7 000	7 000
ETAT LICENCES BUREAUTIQUES	Année 2009	Année 2010	Année 2011	Année 2012
<b>Système d'exploitaiton de poste de travail</b>				
Microsoft 9X	0	0	0	0
Microsoft NT4	0	0	0	0
Microsoft 2000	0	0	0	0
Microsoft XP	7 000	7 000	7 000	7 000
Libres (préciser)				
<b>TOTAL</b>	<b>7 000</b>	<b>7 000</b>	<b>7 000</b>	<b>7 000</b>
<b>Suite bureautique de poste de travail</b>				
Microsoft Office 9X	0	0	0	0
Microsoft Office 2000	7 000			
Microsoft Office XP		7 000	7 000	7 000
Microsoft Office 2003				
Microsoft autre (préciser)				
Open Office. Org				
Autres (préciser)				
<b>TOTAL</b>	<b>7 000</b>	<b>7 000</b>	<b>7 000</b>	<b>7 000</b>

**TABLEAU 10-C : Projets nouveaux**

INTITULÉ DU PROJET	Type (2) (I, G, M)	Année début	Année fin	Montant budgétaire total à investir
Informatique de terrain	I	2008	2011	5 020
PGI	G	2008	2012	2 000
Refonte des logiciels "métiers"	M	2007	2012	2 900
Modernisation de l'architecture technique (S&R)	I	2007	2012	8 320
SIG	M	2007	2011	600
<b>TOTAL</b>				<b>18 840</b>

(2) : I : Infrastructure informatique, G : Gestion des ressources, M : Métiers de l'établissement

(3) : Gains (gains de productivité en emplois, diminution des dépenses, augmentation des recettes, autres) prévus pour l'année N et pour les années suivantes